

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 200
JEUDI 11 OCTOBRE 73

**Soutien total
aux peuples arabes
en lutte
contre l'agression
israélienne**

(éditorial p. 7)

Vendredi 12 octobre

(20 h 30 - Mutualité (salle B))

MEETING ORGANISÉ PAR L'HUMANITÉ ROUGE

En fonction des événements, ce meeting sera placé sous le signe du soutien aux peuples arabes

La loi Royer sur le commerce et l'artisanat ou LA DÉMAGOGIE

Royer s'était fait connaître en tant que champion de l'« ordre moral ». A Tours, dont il est maire, il interdit et autorise les films selon ses goûts. C'est ainsi qu'un jour il a interdit la projection du film « *Le cuirassé Potemkine* », jugé sans doute « subversif ». Cette réputation de « croisé de l'ordre moral » lui valut les compliments de la CFT et de Pierre Poujade, ainsi que de l'« *Action française* » et de « *Rivarol* ».

Aujourd'hui, si on l'en croyait, il serait devenu le champion de la « *défense des artisans et commerçants* ». Son nom est attaché à celui de la « *loi d'orientation du commerce et de l'artisanat* » actuellement « *discutée* » à l'Assemblée Nationale.

Mais avant qu'elle soit présentée devant le Parlement bourgeois, Royer s'est employé à la faire connaître au cours d'un « *tour de France* ». Là, devant des commerçants et artisans

convoqués par les « *chambres des métiers* », il s'est fait le chantre de l'« *ordre moral* », de la « *défense du petit commerce* », le tout couronné d'une démagogie que de nombreux observateurs n'ont pas manqué de remarquer.

C'est ainsi qu'à Saint-Lô, après avoir dénoncé le fait que « *même l'Université et l'Église en sont à reconsidérer leurs règles* », il appelle les commerçants et artisans à « *injecter à notre société les doses de responsabilité qui lui manquent* ». Au passage, il expose ses conceptions pédagogiques : « *quelques taloches qui sont la base de la pédagogie classique* », « *l'éducation, c'est du dressage, plus de la générosité* ». En ce qui concerne le commerce, il se fixe comme objectif d'« *éliminer l'anarchie* ». Voici dans quelles conditions et sur quels thèmes il a effectué son « *tour de France* ».

La démagogie débridée

Royer se veut le défenseur du petit commerce et de l'artisanat face aux « *grandes surfaces* », le défenseur des « *petits* » face aux « *gros* ». C'est ainsi que le 2 octobre, il proclamait son refus « *de laisser ces grandes surfaces proliférer à leur gré* » et de « *prolonger un état d'anarchie conduisant au monopole. Permettre qu'un nord de la ligne Le Havre-Genève, les grandes surfaces s'étendent indéfiniment, c'est écraser les petits commerçants* ».

Prétendant protéger le petit commerce contre la concurrence des « *grandes surfaces* » il déclare : « *... il nous faut condamner les ventes à perte afin de ramener l'économie au niveau de la morale naturelle* ». Giscard d'Estaing devait quant à lui affirmer : « *... il s'agit d'établir des limites à l'exercice de la concurrence* ». Royer proclame sa volonté d'assurer la survie du petit commerce :

« *Si commerçants et artisans, qui sont individualistes par profession, se montrent parfois rebelles — mais on ne s'appuie que sur ce qui résiste, — nous devons reconnaître leur cran, leur honnêteté, leur respect de la parole donnée, leur respect de la clientèle : autant de vertus qui méritent de demeurer dans le patrimoine sociologique de la France.* »

Ainsi, ceux-là mêmes qui ont favorisé la faillite de dizaines de milliers de petits commerçants et artisans au cours de ces dernières années par les impôts écrasants, qui ont encouragé le développement des « *grandes surfaces* » prétendent maintenant faire tourner la machine à l'envers, Royer n'hésitant pas à présenter le petit-commerce et l'artisanat comme une « *solution d'avenir* » : « *Le travail indépendant ouvre une voie de promo-*

tion aux salariés. C'est une chose que de dénoncer l'aliénation des travailleurs et c'en est une autre que de leur offrir un moyen d'assurer leur libération ». Ainsi, alors que le mouvement qui fait passer petits-commerçants et artisans dans les rangs de la classe ouvrière, qui leur fait fermer boutique pour aller à l'usine, va en se développant, Royer, lui, se déclare partisan d'un mouvement exactement inverse : *celui qui va de l'usine à l'artisanat*. Une telle démagogie n'est pas nouvelle dans l'histoire. L'idéologue fasciste italien, Bottai, déclarait dans les années 20 : « *Nous devons tendre au développement et à la victoire concrète de l'artisanat* » et le « *national-socialiste* » Feder déclarait : « *Cent mille artisans cordonniers indépendants valent mieux pour l'économie populaire et la politique de l'Etat que cinq fabriques géantes de chaussures* ».

En fait, la démagogie de Royer n'a pas d'autre objectif que de tenter de tromper les petits-commerçants et artisans, d'essayer de regagner le terrain perdu dans ces couches. Ces dernières années, qui ont vu une liquidation accélérée du petit-commerce et de l'artisanat, ont été marquées par une radicalisation de ces couches, par le recours à des formes de lutte « *illé-gales* » et violentes contre la politique de liquidation pratiquée par la bourgeoisie. La contradiction entre ces couches et la bourgeoisie est allée en se développant, ce qui a eu pour conséquence un isolement renforcé de la bourgeoisie. La bourgeoisie cherche aujourd'hui à regagner du terrain dans ces couches par des promesses démagogiques ; elle cherche à éviter par tous les moyens qu'elles ne passent dans le camp du prolétariat.

Le corporatisme à l'ordre du jour

Devant l'Assemblée Nationale, Royer déclarait : « *Le projet que je souhaite vous voir voter, prépare un équilibre de civilisation* ». C'est ainsi que s'exprimait aussi, autrefois, René Gillouin le doctrinaire de Vichy, celui qui rédigeait les discours de Pétain en s'inspirant de Maurras. Il présentait lui aussi l'artisanat comme un facteur d'« *équilibre* », de « *stabilisation* ». On comprend ainsi les raisons profondes qui font que « *l'Action française* » félicite Royer.

Cet « *équilibre de civilisation* », Royer le cherche dans le corporatisme. Son projet de loi prévoit la mise en place de « *commissions départementales d'urbanisme commercial* ». Composée de représentants des « *petits commerçants et artisans* », des « *grandes surfaces* », des « *élus locaux* » et des « *consommateurs* », elle aura pour rôle de « *réglementer* » le com-

merce et aura pouvoir de décision sur l'installation des magasins de plus de 1 500 m².

C'est là la reprise de la démagogie corporatiste dans le domaine du commerce et de l'artisanat. Comme alors, il s'agit de la promesse faite aux artisans, petits commerçants, victimes de la concurrence des grands monopoles de ressusciter un régime qui ne soit plus celui de la concurrence, du droit du plus fort, un régime où au sein de « *corporations* » ils seront protégés, retrouveront la stabilité, la sécurité.

Royer devait définir cette commission comme « *un jury économique qui sera la synthèse des volontés des uns et des autres* » et ajouter : « *Faire participer à leurs affaires des élus, des consommateurs, des artisans et des commerçants, voilà qui est inédit et qui augure bien de l'avenir de la*



société que nous cherchons à construire et qui est une société de responsabilité ». En fait une telle démagogie n'a rien d'inédit du tout. Déjà, en 1919 Mussolini affirmait : « *... nous*

voulons une représentation directe de tous les intérêts ».

Mais la loi Royer comporte encore un autre aspect qui lui a valu le chaud soutien des fascistes et des ultra-réactionnaires.

« L'apprentissage » à 14 ans

La loi Royer prévoit en effet de ramener l'âge limite de la scolarité de 16 à 14 ans. Dès l'âge de 14 ans, les enfants pourront être placés en « *apprentissage* » chez un patron. Les patrons toucheront pour cela une prime. Cette mesure a été chaudement approuvée par les « *Chambres de Commerce et d'Industrie* ». Certains patrons n'hésitent pas à déclarer ouvertement qu'à 14 ans on peut « *dresser* » un jeune beaucoup plus facilement qu'à 16.

Cette mesure est orchestrée par une vaste campagne de presse visant à la justifier. C'est ainsi par exemple que « *Le Parisien Libéré* » du 5 octobre titrait à la une : « *La loi Royer doit être volée avec les classes d'apprentissage* » et qu'on pouvait lire en page 3 :

La prolongation à 16 ans de la scolarité fait de trop de jeunes des oisifs à l'âge où ils apprennent jadis un métier. Elle les expose à devenir des ratés alors que les métiers les plus indispensables à l'économie ont besoin d'eux. Une disposition de la loi Royer d'orientation du commerce et de l'artisanat se propose d'y remédier : la création de classes préparatoires à l'apprentissage.

Cette disposition, indispensable à la formation des gens de métier hautement qualifiés, doit être solidement maintenue. Il y va non seulement de l'avenir des métiers, mais de l'intérêt de tous les Français qui ont besoin de trouver le professionnel qualifié qui concourt dans bien des cas à as-

surer le dépannage, la réparation et l'entretien dont a souvent besoin chaque foyer.

Il y a 32 ans, en 1941, un kollabo publiait sous le titre : « *L'orientation professionnelle et le placement des jeunes* », une thèse pour le doctorat d'Etat. En conclusion il écrivait :

Sans doute, le programme corporatif, qui a clairement reçu l'approbation du chef de l'Etat dans son discours du 1^{er} mai, présente une occasion unique de grouper cette jeunesse indécise ; la profession organisée offre aux jeunes un apprentissage rationnel, assurant un débouché à leur activité d'adulte. La prise en charge des jeunes par la profession rajouera les métiers en même temps qu'elle préparera les jeunes à une vie laborieuse, à leur service social, à leurs responsabilités d'hommes.

En exergue, il citait cet extrait du « *message* » de Pétain à la « *jeunesse française* » :

« Lorsque vous aurez à faire un choix, gardez-vous de la double tentation des gains immédiats et du minimum de peine. Visez de préférence aux métiers de qualité, qui exigent un long et sérieux apprentissage. C'est pour cela que notre main-d'œuvre nationale accusait autrefois une supériorité incontestée. »

L'auteur de la thèse en question n'est pas un inconnu : il s'appelle Raymond Marcellin. Voilà où Royer puise son inspiration.

Petits commerçants et artisans n'ont rien à attendre du capitalisme

La loi Royer cherche, par le mensonge, à tromper les petits commerçants et artisans, à les emmener dans une impasse. Que peuvent-ils attendre de ceux qui les poussent à la ruine, les jettent à la rue ? Le capitalisme les condamne à disparaître inévitablement dans les pires conditions. La loi du capitalisme, c'est la concentration maximum c'est la loi des trusts. Ceux qui disent le contraire leur mentent délibérément pour mieux les jeter sur le pavé. Ils n'ont pas d'autre issue que de joindre leur lutte à celle de la classe ouvrière, sous sa direction. Le capitalisme ne peut vouloir dire

pour eux que : longues journées de travail, impôts écrasants, faillite, chômage. Ils n'ont d'autre issue que de combattre pour la destruction du système capitaliste. Leur avenir à eux aussi ne peut-être que le socialisme. Et disons-le franchement, ils seront alors incités par la persuasion à se grouper, à s'organiser conformément au fonctionnement de l'économie socialiste. Ils deviendront alors des travailleurs du commerce et de l'artisanat, ayant un avenir assuré au même titre que les autres travailleurs, et le pouvoir sera aussi leur pouvoir.

AFFICHEZ H. R.

P.T.T. : pour la grève active

Face à l'enrichissement incessant et de plus en plus insupportable du coût de la vie, face à la stagnation des salaires (qui, pour nous, postiers, sont des salaires de misère), et que Pompidou menace de bloquer, nous devons AGIR !

Nous observerons donc massivement l'arrêt de travail du 11. Mais cela ne suffit pas !

Il faut en finir avec les catalogues de revendications disparates et divagantes : quelques exigences fondamentales, claires et nettes, peuvent et doivent unifier tout le personnel dans la lutte, pour la lutte.

Il faut en finir avec les grèves de 24 heures, notoirement inefficaces, car permettant à l'administration de s'y préparer, grâce au « truc » inadmissible du préavis de 5 jours.

Seules des grèves DURES, SUR LE TAS, CLASSÉ CONTRE CLASSE, prolongées si besoin est, ont payé et paieront encore : au Joint Français, à la Coframaille, à Lip bientôt.

En finir avec le principe des grèves tournantes, aussi : contre l'ennemi capitaliste commun, TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS ! Postiers, cheminots, R.A.T.P... (en popularisant la lutte chez les usagers compréhensifs).

En finir avec la pratique des mots d'ordre et discours parachutés d'en haut par une poignée de responsables syndicaux réunis en chambre. La grève, ses buts, ses formes, c'est NOUS, ET SEULEMENT NOUS, POSTIERS qui, A LA BASE, devons en décider, la contrôler du début à la fin, par des assemblées générales au réel pouvoir de décision (par votes).

Sans quoi le syndicat n'est plus un instrument au service de nos luttes, mais une secte coupée de nous et parlant simplement en notre nom (de préférence autour du tapis vert de l'Etat-patron, et pour de bien maigres résultats).

Enfin, nous l'avons compris, plus de revendications de salaire formulées en pourcentage, aggravant ainsi la hiérarchie et mettant notre mouvement à la traîne des catégories les mieux payées. La vie augmente pour tout le monde pareil. Revendiquons non pas 3 ou 4 % + 10 points, mais 20 points d'indice bruts.

Tous en grève active le 11 ! La grève est notre affaire, nous devons être là pour la faire et la rendre victorieuse !

Extrait de « Postier Rouge » n° 1.

TÉLIC : "La défaite est la mère du succès"

Pour répondre au mécontentement grandissant des travailleurs de notre usine, les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. ont organisé une campagne sur les salaires. Les négociations avec la direction — en dehors de la mobilisation et de la pression des ouvriers — n'ayant évidemment pas abouties, une pétition circule, recueillant 1 092 signatures, puis on nous propose une demi-heure de grève d'avertissement. Depuis le temps qu'on « avertit » la direction il n'y a jamais eu de suite ! Pas dupes, les travailleurs les plus conscients la font quand même, pensant que c'est une occasion de manifester notre juste colère et de nous réunir ensemble pour poursuivre la lutte. 350 travailleurs environ sur 1 600 de l'entreprise se retrouvent dans la cour de l'usine, tous unis et combatifs. Une délégation monte à la direction qui nous reçoit avec mépris et nous oppose un refus catégorique. Pour tous, il était alors évident que l'arrêt de travail devait continuer jusqu'à satisfaction de nos reven-

dications. Une proposition émanant des travailleurs et soulevant leur enthousiasme est lancée : passons en cortège dans les ateliers pour convaincre nos camarades de poursuivre le combat avec nous. Cette proposition se basait sur le fait que, d'une part, beaucoup n'étaient pas sortis parce qu'ils étaient écœurés par la proposition d'une demi-heure de grève, sachant par expérience que cela ne sert à rien et que, d'autre part, l'ensemble des travailleurs étaient très mécontents de leurs conditions.

C'est alors que l'on vit nos capitulaires de délégués C.G.T. semer le défaitisme en circulant parmi les travailleurs en disant qu'on parlait à l'aventure, qu'on n'était pas assez nombreux, que ça ne réussira jamais, etc. Non contents de ce travail de sape, ils élaborèrent une contre-proposition : reprise du travail, grèves tournantes... Plus tard... quand les 1 600 seraient tous convaincus ! Là-dessus, ils nous appelèrent à nous ranger selon notre accord. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés en deux camps opposés

en apparence (alors qu'au début nous étions tous d'accord) sous le regard ravi des directeurs aux fenêtres, heureux de voir le succès de l'entreprise de leurs collaborateurs. Finalement rien n'a été décidé et finalement les travailleurs sont rentrés dans les ateliers, furieux et écœurés. Cependant nous avons tiré des leçons de notre expérience :

1° Nous devons compter sur nous-mêmes, sur nos propres forces et ne plus laisser parler les délégués révisionnistes diviseurs de nos rangs.

2° L'importance de l'unité.

3° Si certains se faisaient encore des illusions sur la ligne de nos délégués C.G.T., maintenant c'est fini.

4° Nous avons constaté que nous étions nombreux à vouloir lutter et à comprendre que « l'on obtient ce que l'on arrache par la lutte ». Les patrons ne cèdent que devant la force.

Beaucoup disent : « La prochaine fois, on fera mieux. »

Les M-L de Télec.

MOTOROLA EN GRÈVE

Depuis plusieurs mois, le mécontentement au sujet des salaires grandissait. Ce n'était, ni les 4,5 % d'augmentation, portant le salaire d'embauche à 980 F, ni la prime exceptionnelle pour celles qui venaient faire des heures supplémentaires du samedi qui pouvait apaiser la revendication.

De plus en plus clairement les ouvriers réclamaient 1 250 F à l'embauche et une augmentation correspondante pour les autres.

Motorola a peu de tradition de lutte. La direction est experte en manœuvres de division et d'intimidation (licenciements, changements de poste, avertissements, etc.). Elle essaie aussi de faire passer un esprit « maison » style américain (invitation à des apéritifs par les contremaîtres, etc.) et fait miroiter les primes et les promotions individuelles : postes de monitrices, travail à la journée au lieu du travail par équipe, etc.

C'est l'équipe de nuit, composée de jeunes ouvriers qui s'est montrée la plus décidée et la plus combative. Elle a su aussi trouver les méthodes capables de montrer aux ouvrières qu'ils étaient tous unis et prêts à démarrer l'action :

Ils ont débrayé deux heures (une heure à 22 heures, puis une heure à 5 heures) dans la nuit du 2 au 3 octobre, pour discuter avec les ouvrières et leur donner confiance.

Cette tactique a payé. De nombreuses ouvrières ont pris confiance en elles et ont décidé de se joindre à la grève.

Mercr. 3, à 16 heures, la grève

est décidée, jusqu'à l'aboutissement des revendications :

— 1 250 F minimum pour quarante heures ;

— Paiement des jours de grève ;

— Application du cahier de revendications.

Dès 22 heures le piquet est mis sur place. L'équipe de nuit passe la nuit sur le parking intérieur.

Le jeudi, dès 5 h 15, un solide piquet est sur place. La direction aussi qui commence à narguer les grévistes. Dès 6 heures, à l'arrivée de l'équipe du matin, le piquet convainc de nouvelles ouvrières et fait face aux premières provocations de la direction.

Celle-ci fait des trous dans le grillage, va chercher elle-même des ouvrières, les pousse à rentrer, et commence les premières agressions physiques contre le piquet de grève.

Mais à 8 heures, toute la maîtrise s'est léchée, pour atteindre un paroxysme à 14 heures. Ils ont foncé de toutes leurs forces dans le piquet, coudes en avant, ils ont poussé, pincé, donné des gifles, cogné ; ils ont brutalement enfoncé des portes derrière lesquelles se trouvaient des grévistes, brisant ainsi la cheville d'un gréviste, ils ont escaladé les voitures bloquant des entrées.

Résultat : de nombreuses ouvrières ont la respiration coupée, tellement la pression était forte, une a un hématome à l'estomac. Le plus grave : une ouvrière enceinte s'est évanouie sous la pression du piquet de grève et a été piétinée par les nervis de la direction. Les

500 personnes présentes les ont traités d'assassins.

Ils n'ont pas hésité à faire traverser les champs à celles qui n'ont pas eu le courage de faire grève, et abattu 50 m de grillage pour accéder à l'usine !

C'est un succès à Motorola ! La grève illimitée jusqu'à l'aboutissement des revendications a été suivie par 50 % du personnel de la production, malgré les provocations et les intimidations de la direction — les monitrices, les chefs d'équipe, les contremaîtres et même le chef du personnel venaient chercher les ouvrières personnellement.

A 16 heures, la direction lock-out l'usine.

Du jeudi 16 heures à vendredi 16 heures, un piquet de grève est restée en permanence devant l'usine car la direction tente d'embaucher du personnel temporaire à temps partiel pour samedi et dimanche, et a essayé de passer par l'Agence nationale de l'Emploi. Le personnel syndiqué de celle-ci a protesté.

La direction a averti par lettre les ouvriers non grévistes de se tenir prêt à reprendre le travail sur convocation individuelle et tout dernièrement organise un vote par correspondance, en traitant les grévistes de minoritaires face à l'ensemble du personnel !

Lundi, dès 5 heures, un nouveau piquet sera sur place. La grève continue, les grévistes se préparent à l'organiser, déjà les propositions de constituer un comité de grève

Correspondant « H.R. »

Grève à la Snecma de Genevilliers

Le 13 septembre les ouvrières et les ouvriers de la Fonderie-Acier se mettaient en grève pour la suppression du travail au « boni » et l'intégration des 25 % de boni dans le salaire de base.

Progressivement les autres ateliers de production sont entrés dans la lutte. Il y a actuellement 500 travailleurs en grève. Les travailleurs des ateliers d'entretien, d'outillage, etc., soutiennent en organisant des débrayages tournant.

Les ouvrières et les ouvriers de la S.N.E.C.M.A.-Genevilliers en ont assez du « boni » :

— Avec le travail au boni on est jamais sûr de sa paye ;

— Avec le boni, il faut toujours courir, calculer les bons, les faire signer, attendre à la pendule et encore courir pour faire son boulot ;

— Avec le boni, c'est l'ouvrier qui fait les frais du travail mal organisé, des machines qui ne marchent pas, de l'outillage défectueux ;

— Avec le boni c'est la division chez les ouvriers : entre ceux qui ont du « bon boulot » et les autres, entre ceux qui y arrivent et ceux qui n'y arrivent pas. Bref, ce sont engueulades et jalousies.

— Avec le boni, on ne peut même pas faire du travail correct et c'est toujours les retouches et les rebuts.

La direction essaie par divers moyens de saper l'unité des grévistes :

— Retenues arbitraires sur les payes de septembre, chantage à la promotion individuelle, sous-traitance accrue d'une partie de la production.

Les grévistes, eux, renforcent leur unité :

— Les représentants (syndiqués et non-syndiqués) de tous les ateliers en lutte sont rassemblés dans un comité de grève.

— La solidarité s'organise dans les autres centres S.N.E.C.M.A. ;

— Les collectes se multiplient.

Correspondant « H.R. »

Grèves en cascades dans les usines de Laval

1) Depuis le 25 septembre, grève à LMT Salmson (450 ouvriers) avec piquets de grève jour et nuit pour une augmentation de salaire de 110 F uniforme + 5 % sur l'ensemble des salaires (revendication de la CFDT, acceptée par la CGT) alignement des salaires sur les salaires de la SCOMAM de Laval.

2) Depuis le 1^{er} octobre, grève aux établissements Bellanger de Laval et d'Ernée (en Mayenne) (tôlerie auto-industrielle), 300 ouvriers syndicat CFDT faible, pour une augmentation de salaire de 18 %.

3) Depuis le 2 octobre, grève à l'usine Thomson CSF, 740 ouvriers, pour une augmentation de salaire de 6 % + 2 % en janvier, pour rattraper les salaires de la région parisienne.

4) Depuis le 4 octobre, grève à l'usine LMT des Sept Fontaines et à l'usine LMT des Archives. Grève illimitée avec occupation des locaux jour et nuit 950 ouvriers sur 2000. Pour une augmentation de 5 % en plus de celle accordée pour octobre par la direction. (Grève à l'usine LMT de Lannion depuis le 1^{er} octobre.)

5) Grève aux Couhls Lavallois, 200 ouvriers pour une augmentation de salaire de 4 % pour l'obtention du 13^e mois, pour une octroi d'une prime d'équipe.



DUCEUX (SAINT-DIÉ) Lutte contre les licenciements

Duceux à Saint-Dié, c'est une vieille entreprise textile familiale employant une majorité de femmes. Elle comprend trois secteurs d'activité : la fabrication de certains tissus ; la confection ; le négoce, sous la marque Guitare.

Aucun syndicat avant la création d'une section C.F.D.T. en juin 1973, un comité d'entreprise non renouvelé depuis 1968.

En avril 1973, des grèves éclatent dans le textile à Saint-Dié, sauf chez Duceux où le personnel refuse de participer à ce mouvement sachant que l'usine est en difficultés. Il pense alors retarder une crise dont seule la gestion patronale est responsable.

Le 27 juillet, à la veille des vacances, le patron dépose le bilan et le tribunal de commerce prononce la liquidation, nommant un syndic, M^r Durull, chargé de faire tourner l'entreprise pendant trois mois. Le 27 août, au retour des congés, le personnel réuni en assemblée générale décide de ne pas reprendre le travail tant que le solde de juillet et d'août ne lui aura pas été versé. La grève dure trois jours ; jeudi à midi, les ouvrières reprennent le travail avec assurance d'une paie le vendredi au plus tard. Mais elles restent vigilantes, et elles ont bien raison, car à l'assemblée générale du lundi matin, elles découvrent que les mensuels n'ont pas touché ce solde. La reprise immédiate de la grève permet d'obtenir la victoire pour tous les employés, mais cela montre qu'il ne faut jamais

avoir confiance dans la parole des patrons.

Le mardi, la majorité du personnel décide de reprendre le travail, mais d'en assumer l'organisation : « Prenons nos affaires en main, nous avons fonctionné la semaine dernière deux jours sans direction, alors pourquoi ne pas continuer ». Mais les ouvrières ne tardent pas à découvrir que la direction s'est organisée pour continuer à son profit la vente de la collection. Réuni en assemblée générale, le personnel décide l'expulsion hors de l'usine du gérant, P. Hirsinger, de sa secrétaire et du directeur technique. Hirsinger ayant conservé une liaison téléphonique avec l'usine, celle-ci est coupée.

En attendant de trouver de nouveaux patrons, les ouvrières continuent de travailler. Pour mettre de l'argent dans la poche du syndic, dira-t-on ? Il n'en est pas question, l'usine ne marche qu'à 25 % de sa capacité, et le personnel exige d'être payé intégralement chaque semaine. Ainsi le syndic n'empoche pas d'argent.

Actuellement, des négociations sont en cours pour trouver un nouveau patron ; il n'y a pas encore de procédure de licenciements, la véritable épreuve de force n'est pas encore engagée. Le personnel se réunit tous les matins en assemblée générale. Ses revendications :

— Pas de solutions partielles, une solution globale !

— Que tous les travailleurs continuent à bénéficier des avantages acquis (ancienneté, salaire...)

FORD (BORDEAUX) 1500 ouvriers en lutte depuis plus de deux semaines

Depuis plus de quinze jours, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. les 1500 ouvriers de Ford-Bordeaux luttent pour :

- L'obtention d'une mutuelle à laquelle Ford cotiserait ;
- Les quarante heures ;
- Avoir leurs bleus de travail fournis par Ford ;
- L'augmentation de la prime de transport.

La direction ne veut entendre parler ni de mutuelle, ni de bleus de

travail, ni des quarante heures et propose au sujet de la prime de transport... 10 centimes pour 2 km... alors que certains ouvriers font jusqu'à 70 km par jour pour travailler. La direction qui, déjà, avant la grève, obligeait les travailleurs à faire des heures supplémentaires s'oppose maintenant par tous les moyens y compris l'intimidation aux justes revendications des travailleurs.

3 octobre 1973.

SOCIÉTÉ BOURGUIGNONNE D'APPLICATIONS PLASTIQUES (DIJON)

À la Société bourguignonne d'Applications Plastiques a éclaté le 3 septembre une grève qui a duré quatre jours.

Cette société, qui fabrique des objets en plastique (bouteilles - panneaux), emploie plus de 800 ouvriers salariés. Elle les a d'ailleurs recrutés surtout parmi le milieu rural de la région d'Auxonne et les travailleurs portugais, en croyant avoir affaire à une main-d'œuvre soumise et pas trop exigeante. Mais déjà depuis quelques années ont éclaté des grèves et depuis le lundi 3 septembre les ouvriers du secteur « mélanges » (fabrication des poudres) arrêtaient le travail pour ré-

clamer l'augmentation des qualifications : certains sont OSI ou OSII depuis de nombreuses années.

Au bout de quatre jours de grève, sur la promesse écrite de révision de qualification et l'augmentation de la prime de poussière, le travail a repris.

La direction qui croyait avoir trouvé des travailleurs dociles s'était trompée. Et même si cette grève n'a pas été un grand succès au niveau des revendications, elle aura au moins montré que les travailleurs, de l'O.S.I au P.I, issus de milieux ouvrier ou rural, français ou portugais, ont pu s'unir pour lutter ensemble.

Correspondant « H.R. ».

ARTIGUES (GIRONDE)

Chez Faret 300 ouvrières se battent pour des conditions de travail et de salaires décentes

Depuis lundi 24 septembre, les trois cents ouvrières de l'entreprise de confection Faret (près de Bordeaux) sont en grève. Elles se battent :

— Pour travailler dans des conditions d'hygiène et de sécurité normales (et non dans un hangar non aménagé) ;

— Pour des salaires décentes qui permettent de vivre avec les incessantes hausses de prix (la plupart des ouvrières sont quasiment payées au S.M.I.C. : 5,25 F de l'heure) ;

— Pas de salaires inférieurs à 1100 F par mois ;

— Prime garantie à l'ensemble du personnel ;

— Octroi de blouses de travail ;

— Révision des classifications.

Après l'envoi d'une délégation à la préfecture, plus de cent-cinquante

grévististes ont manifesté le 27 dans les rues de Bordeaux en scandant les mots d'ordre : « Plus de salaires de misère ! » et « A bas le travail à la chaîne ! », « Faret des sous ! ».

C'est la première grande lutte dans cette usine. Face à la résolution des ouvrières en grève, le patron de combat se contente de déclarations d'intention : « On va saisir un architecte pour étudier un projet d'aménagement du local d'atelier... Pour les salaires, « il faut faire quelque chose » (!!!).

Pendant ce temps, à l'appel des ouvrières et de leurs organisations syndicales, la solidarité agissante de l'ensemble de la classe ouvrière bordelaise s'organise par des collectes, l'envoi de délégations, de motions de soutien, etc.

Correspondant H.R.

DOLE

Magyar, le seigneur du Moyen-Age

Nous vous envoyons un tract distribué par les syndicats dans certaines usines du Doubs et du Jura.

Il s'agit d'une très longue grève dans une entreprise à Dole.

Les ouvriers de cette entreprise étaient venus à Château-Farine pour la marche sur Besançon.

Correspondant « H.R. » dans le Doubs.

C'est à peine croyable, mais cela existe encore ; ce n'est pas un patron de combat, c'est pire !

Magyar — une petite entreprise de 90 salariés à Dole, fabrique des cuves et citernes de lait.

Les travailleurs ayant pris conscience des conditions lamentables de travail, qui leur étaient imposées, décident de s'organiser avec la C.F.D.T.

C'est alors, que « le seigneur et maître va entrer en action ».

M. Magyar est le maître, il n'accepte de discuter avec personne, aussi :

— Il paie les ouvriers à la tête du client ;

— Il licencie sans motif des ouvriers qu'il a débauchés d'une autre usine ;

— Il refuse toutes les mesures de sécurité qui s'imposent dans son usine ;

— Il n'y a pas de classifications pour les ouvriers et mensuels ;

— Aucune grille de salaires n'existe ;

— Les horaires sont des plus fluctuants et bien entendu les heures supplémentaires ne se comptent plus.

Il est donc clair que dans une telle situation, M. Magyar ne veuille pas de délégués, et surtout que les travailleurs s'organisent.

C'est pourquoi, il a tout fait pour que les élections n'aient pas lieu, il n'a pas hésité à diffamer les candidats, à les insulter, à soudoyer certains travailleurs pour saboter les élections.

Malgré cela, les élections ont eu lieu et les délégués élus, ont alors déposé leurs revendications :

— Remise en ordre des salaires ;

— Application de la mensualisation ;

— Application des accords sur la réduction du temps de travail ;

— Application du Droit syndical ;

— Mise en place d'un C.H.S.

Le refus catégorique de Magyar de discuter de ces problèmes, a obligé les travailleurs à passer à l'action.

Depuis le 2 juillet, ils sont en grève, trois discussions ont eu lieu, mais n'ont rien apporté.

Les Pouvoirs publics sont, après beaucoup d'insistance, intervenus timidement. Les C.R.S. cantonnés chez Lip, pourraient peut-être servir à ramener Magyar dans la légalité !...

LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

Depuis, plus de deux mois, les travailleurs de chez Magyar luttent pour leurs revendications, mais aussi pour abolir dans les petites entreprises le droit féodal que se donne le patronat.

Pour que les travailleurs de Magyar gagnent leur lutte, pour qu'ils obtiennent satisfaction, nous devons contribuer financièrement pour leur permettre de tenir le coup.

Demain, une collecte de soutien aux travailleurs de Magyar sera organisée,

Versez généreusement !

Le Conseil syndical.

COMMANDEZ :

QUE SIGNIFIE CLASSE CONTRE CLASSE ?

brochure
éditée par
l'Humanité rouge

PRIX : 0.50 F

P.T.T. : pour la grève active

Face à l'enrichissement incessant et de plus en plus insupportable du coût de la vie, face à la stagnation des salaires (qui, pour nous, postiers, sont des salaires de misère), et que Pompidou menace de bloquer, nous devons AGIR !

Nous observerons donc massivement l'arrêt de travail du 11. Mais cela ne suffit pas !

Il faut en finir avec les catalogues de revendications disparates et divagantes : quelques exigences fondamentales, claires et nettes, peuvent et doivent unifier tout le personnel dans la lutte, pour la lutte.

Il faut en finir avec les grèves de 24 heures, notoirement inefficaces, car permettant à l'administration de s'y préparer, grâce au « truc » inadmissible du préavis de 5 jours.

Seules des grèves DURES, SUR LE TAS, CLASSE CONTRE CLASSE, prolongées si besoin est, ont payé et paieront encore : au Joint Français, à la Coframaille, à Lip bientôt.

En finir avec le principe des grèves tournantes, aussi : contre l'ennemi capitaliste commun, TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS ! Postiers, cheminots, R.A.T.P... (en popularisant la lutte chez les usagers compréhensifs).

En finir avec la pratique des mots d'ordre et discours parachutés d'en haut par une poignée de responsables syndicaux réunis en chambre. La grève, ses buts, ses formes, c'est NOUS, ET SEULEMENT NOUS, POSTIERS qui, A LA BASE, devons en décider, la contrôler du début à la fin, par des assemblées générales au réel pouvoir de décision (par votes).

Sans quoi le syndicat n'est plus un instrument au service de nos luttes, mais une secte coupée de nous et parlant simplement en notre nom (de préférence autour du tapis vert de l'Etat-patron, et pour de bien maigres résultats).

Enfin, nous l'avons compris, plus de revendications de salaire formulées en pourcentage, aggravant ainsi la hiérarchie et mettant notre mouvement à la traîne des catégories les mieux payées. La vie augmente pour tout le monde pareil. Revendiquons non pas 3 ou 4 % + 10 points, mais 20 points d'indice bruts.

Tous en grève active le 11 ! La grève est notre affaire, nous devons être là pour la faire et la rendre victorieuse !

Extrait de « Postier Rouge » n° 1.

TÉLIC : "La défaite est la mère du succès"

Pour répondre au mécontentement grandissant des travailleurs de notre usine, les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. ont organisé une campagne sur les salaires. Les négociations avec la direction — en dehors de la mobilisation et de la pression des ouvriers — n'ayant évidemment pas abouties, une pétition circule, recueillant 1 092 signatures, puis on nous propose une demi-heure de grève d'avertissement. Depuis le temps qu'on « avertit » la direction il n'y a jamais eu de suite ! Pas dupes, les travailleurs les plus conscients la font quand même, pensant que c'est une occasion de manifester notre juste colère et de nous réunir ensemble pour poursuivre la lutte. 350 travailleurs environ sur 1 600 de l'entreprise se retrouvent dans la cour de l'usine, tous unis et combatifs. Une délégation monte à la direction qui nous reçoit avec mépris et nous oppose un refus catégorique. Pour tous, il était alors évident que l'arrêt de travail devait continuer jusqu'à satisfaction de nos reven-

dications. Une proposition émanant des travailleurs et soulevant leur enthousiasme est lancée : passons en cortège dans les ateliers pour convaincre nos camarades de poursuivre le combat avec nous. Cette proposition se basait sur le fait que, d'une part, beaucoup n'étaient pas sortis parce qu'ils étaient écœurés par la proposition d'une demi-heure de grève, sachant par expérience que cela ne sert à rien et que, d'autre part, l'ensemble des travailleurs étaient très mécontents de leurs conditions.

C'est alors que l'on vit nos capitulaires de délégués C.G.T. semer le défaitisme en circulant parmi les travailleurs en disant qu'on parlait à l'aventure, qu'on n'était pas assez nombreux, que ça ne réussira jamais, etc. Non contents de ce travail de sape, ils élaborèrent une contre-proposition : reprise du travail, grèves tournantes... Plus tard... quand les 1 600 seraient tous convaincus ! Là-dessus, ils nous appelèrent à nous ranger selon notre accord. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés en deux camps opposés

en apparence (alors qu'au début nous étions tous d'accord) sous le regard ravi des directeurs aux fenêtres, heureux de voir le succès de l'entreprise de leurs collaborateurs. Finalement rien n'a été décidé et finalement les travailleurs sont rentrés dans les ateliers, furieux et écœurés. Cependant nous avons tiré des leçons de notre expérience :

1° Nous devons compter sur nous-mêmes, sur nos propres forces et ne plus laisser parler les délégués révisionnistes diviseurs de nos rangs.

2° L'importance de l'unité.

3° Si certains se faisaient encore des illusions sur la ligne de nos délégués C.G.T., maintenant c'est fini.

4° Nous avons constaté que nous étions nombreux à vouloir lutter et à comprendre que « l'on obtient ce que l'on arrache par la lutte ». Les patrons ne cèdent que devant la force.

Beaucoup disent : « La prochaine fois, on fera mieux. »

Les M-L de Télec.

MOTOROLA EN GRÈVE

Depuis plusieurs mois, le mécontentement au sujet des salaires grandissait. Ce n'était, ni les 4,5 % d'augmentation, portant le salaire d'embauche à 980 F, ni la prime exceptionnelle pour celles qui venaient faire des heures supplémentaires du samedi qui pouvait apaiser la revendication.

De plus en plus clairement les ouvriers réclamaient 1 250 F à l'embauche et une augmentation correspondante pour les autres.

Motorola a peu de tradition de lutte. La direction est experte en manœuvres de division et d'intimidation (licenciements, changements de poste, avertissements, etc.). Elle essaie aussi de faire passer un esprit « maison » style américain (invitation à des apéritifs par les contremaîtres, etc.) et fait miroiter les primes et les promotions individuelles : postes de monitrices, travail à la journée au lieu du travail par équipe, etc.

C'est l'équipe de nuit, composée de jeunes ouvriers qui s'est montrée la plus décidée et la plus combative. Elle a su aussi trouver les méthodes capables de montrer aux ouvrières qu'ils étaient tous unis et prêts à démarrer l'action :

Ils ont débrayé deux heures (une heure à 22 heures, puis une heure à 5 heures) dans la nuit du 2 au 3 octobre, pour discuter avec les ouvrières et leur donner confiance.

Cette tactique a payé. De nombreuses ouvrières ont pris confiance en elles et ont décidé de se joindre à la grève.

Mercrêdi 3, à 16 heures, la grève

est décidée, jusqu'à l'aboutissement des revendications :

— 1 250 F minimum pour quarante heures ;

— Paiement des jours de grève ;

— Application du cahier de revendications.

Dès 22 heures le piquet est mis sur place. L'équipe de nuit passe la nuit sur le parking intérieur.

Le jeudi, dès 5 h 15, un solide piquet est sur place. La direction aussi qui commence à narguer les grévistes. Dès 6 heures, à l'arrivée de l'équipe du matin, le piquet convainc de nouvelles ouvrières et fait face aux premières provocations de la direction.

Celle-ci fait des trous dans le grillage, va chercher elle-même des ouvrières, les pousse à rentrer, et commence les premières agressions physiques contre le piquet de grève.

Mais à 8 heures, toute la maîtrise s'est léchée, pour atteindre un paroxysme à 14 heures. Ils ont foncé de toutes leurs forces dans le piquet, coudes en avant, ils ont poussé, pincé, donné des gifles, cogné ; ils ont brutalement enfoncé des portes derrière lesquelles se trouvaient des grévistes, brisant ainsi la cheville d'un gréviste, ils ont escaladé les voitures bloquant des entrées.

Résultat : de nombreuses ouvrières ont la respiration coupée, tellement la pression était forte, une a un hématome à l'estomac. Le plus grave : une ouvrière enceinte s'est évanouie sous la pression du piquet de grève et a été piétinée par les nervis de la direction. Les

500 personnes présentes les ont traités d'assassins.

Ils n'ont pas hésité à faire traverser les champs à celles qui n'ont pas eu le courage de faire grève, et abattu 50 m de grillage pour accéder à l'usine !

C'est un succès à Motorola ! La grève illimitée jusqu'à l'aboutissement des revendications a été suivie par 50 % du personnel de la production, malgré les provocations et les intimidations de la direction — les monitrices, les chefs d'équipe, les contremaîtres et même le chef du personnel venaient chercher les ouvrières personnellement.

A 16 heures, la direction lock-out l'usine.

Du jeudi 16 heures à vendredi 16 heures, un piquet de grève est restée en permanence devant l'usine car la direction tente d'embaucher du personnel temporaire à temps partiel pour samedi et dimanche, et a essayé de passer par l'Agence nationale de l'Emploi. Le personnel syndiqué de celle-ci a protesté.

La direction a averti par lettre les ouvriers non grévistes de se tenir prêt à reprendre le travail sur convocation individuelle et tout dernièrement organise un vote par correspondance, en traitant les grévistes de minoritaires face à l'ensemble du personnel !

Lundi, dès 5 heures, un nouveau piquet sera sur place. La grève continue, les grévistes se préparent à l'organiser, déjà les propositions de constituer un comité de grève

Correspondant « H.R. »

Grève à la Snecma de Genevilliers

Le 13 septembre les ouvrières et les ouvriers de la Fonderie-Acier se mettaient en grève pour la suppression du travail au « boni » et l'intégration des 25 % de boni dans le salaire de base.

Progressivement les autres ateliers de production sont entrés dans la lutte. Il y a actuellement 500 travailleurs en grève. Les travailleurs des ateliers d'entretien, d'outillage, etc., soutiennent en organisant des débrayages tournant.

Les ouvrières et les ouvriers de la S.N.E.C.M.A.-Genevilliers en ont assez du « boni » :

— Avec le travail au boni on est jamais sûr de sa paye ;

— Avec le boni, il faut toujours courir, calculer les bons, les faire signer, attendre à la pendule et encore courir pour faire son boulot ;

— Avec le boni, c'est l'ouvrier qui fait les frais du travail mal organisé, des machines qui ne marchent pas, de l'outillage défectueux ;

— Avec le boni c'est la division chez les ouvriers : entre ceux qui ont du « bon boulot » et les autres, entre ceux qui y arrivent et ceux qui n'y arrivent pas. Bref, ce sont engueulades et jalousies.

— Avec le boni, on ne peut même pas faire du travail correct et c'est toujours les retouches et les rebuts.

La direction essaie par divers moyens de saper l'unité des grévistes :

— Retenues arbitraires sur les payes de septembre, chantage à la promotion individuelle, sous-traitance accrue d'une partie de la production.

Les grévistes, eux, renforcent leur unité :

— Les représentants (syndiqués et non-syndiqués) de tous les ateliers en lutte sont rassemblés dans un comité de grève.

— La solidarité s'organise dans les autres centres S.N.E.C.M.A. ;

— Les collectes se multiplient.

Correspondant « H.R. »

Grèves en cascades dans les usines de Laval

1) Depuis le 25 septembre, grève à LMT Salmson (450 ouvriers) avec piquets de grève jour et nuit pour une augmentation de salaire de 110 F uniforme + 5 % sur l'ensemble des salaires (revendication de la CFDT, accepté par la CGT) alignement des salaires sur les salaires de la SCOMAM de Laval.

2) Depuis le 1^{er} octobre, grève aux établissements Bellanger de Laval et d'Ernée (en Mayenne) (tôlerie auto-industrielle), 300 ouvriers syndicat CFDT faible, pour une augmentation de salaire de 18 %.

3) Depuis le 2 octobre, grève à l'usine Thomson CSF, 740 ouvriers, pour une augmentation de salaire de 6 % + 2 % en janvier, pour rattraper les salaires de la région parisienne.

4) Depuis le 4 octobre, grève à l'usine LMT des Sept Fontaines et à l'usine LMT des Archives. Grève illimitée avec occupation des locaux jour et nuit 950 ouvriers sur 2000. Pour une augmentation de 5 % en plus de celle accordée pour octobre par la direction. (Grève à l'usine LMT de Lannion depuis le 1^{er} octobre.)

5) Grève aux Couhls Lavallois, 200 ouvriers pour une augmentation de salaire de 4 % pour l'obtention du 13^e mois, pour une octroi d'une prime d'équipe.

SOUTIEN TOTAL AUX PEUPLES ARABES

Le pétrole, enjeu de la lutte des superpuissances

A notre époque, le pétrole est un facteur important du développement de la base de production industrielle des pays capitalistes. Ces derniers s'inquiètent tout haut : il y a « une crise de l'énergie ». Nous allons manquer de pétrole ». De fait, en 1980, les Etats-Unis devront importer 60 % de leur consommation de pétrole : car le pétrole est ailleurs : au Moyen-Orient. On estime que cette région (Proche Orient et Golfe Arabe) contient 76 % du pétrole exploitable dans le monde. Pour répondre aux « besoins occidentaux », le Moyen-Orient produit 16 millions de barils de pétrole par jour ; en 1980, il devra en produire 53 à 61 millions.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et mettent tout à fait en valeur l'intérêt capital du Moyen-Orient pour l'impe-

rialisme mondial. Cet intérêt ne peut que s'amplifier, alors que s'aggrave en occident la « crise de l'énergie ». Autre élément : les superprofits tirés de l'exploitation du pétrole moyen-oriental. Son extraction est aisée et surtout très peu coûteuse. Un foreur des Etats-Unis reçoit 4,40 dollars à l'heure ; le même ouvrier d'un pays du Golfe, 2 dollars par jour ! Aussi les compagnies américaines et occidentales ont-elles trouvé au Moyen-Orient la vraie poule aux œufs d'or ; elles tirent le pétrole à un bon prix et le revendent au prix fort sur le marché mondial, réalisant ainsi des profits considérables ! Aujourd'hui, les deux tiers de la production pétrolière du Golfe Arabe est dans les mains des compagnies américaines. Depuis la seconde guerre mondiale, l'impérialisme U.S. s'est

bien placé au Moyen-Orient : les œufs d'or enrichissent les monopoles U.S.

Ces dernières années, un nouveau venu les lorgne avec insistance, contraint lui aussi à trouver du pétrole coûte que coûte : c'est le social-impérialisme soviétique. Pour obtenir des denrées étrangères, l'Union Soviétique a accéléré l'exportation de son propre pétrole vers l'Europe occidentale et le Japon ; l'accroissement ralenti de production ne suffit pas à ses besoins accrus. Déjà l'Irak lui vend pétrole — 2 millions de tonnes par an — et gaz, à bas prix ; déjà le social-impérialisme a fait des avances à d'autres producteurs pétroliers...

Pour piller le pétrole moyen-oriental, il faut contrôler politiquement la région, s'opposer à tout changement décisif, aux nationalisations et à toute volonté d'indépendance économique et politique des peuples de la région. Les impérialistes U.S. l'ont bien compris, nourrissant un chien de garde zélé et efficace : l'Etat sioniste d'Israël. Il ne possède pas de pétrole, c'est vrai, mais sa position stratégique de bastion avancé de l'impérialisme lui a permis de contribuer à assurer le statu quo dans la région. L'impérialisme U.S. le sert largement : 36 milliards de dollars d'aide de 1948 à 1968, armes et « Phantoms » à foison...

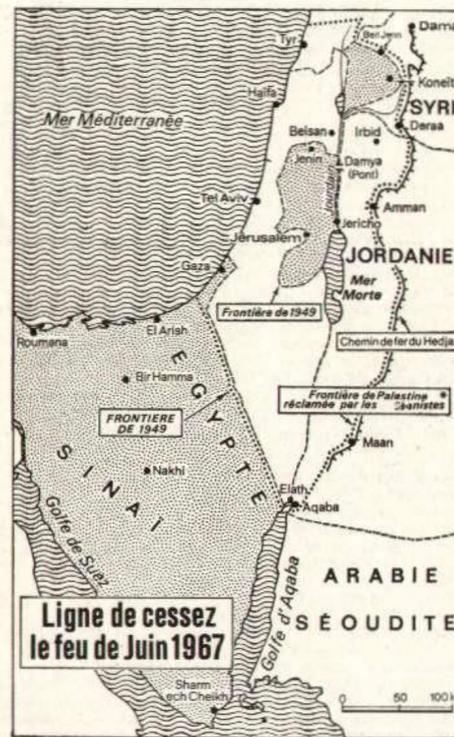
Le social-impérialisme soviétique, quant à lui, a mesuré l'intérêt de l'Etat sioniste et, bien qu'il critique Israël

en paroles, il le sert dans les faits, lui fournissant un contingent croissant de soldats, de techniciens et d'ingénieurs par l'émigration des Juifs soviétiques.

Ainsi, depuis la guerre de juin 1967, les deux superpuissances, s'étant partagé la région en deux zones d'influences, ont-elles imposé la situation « ni guerre ni paix », où dominait l'attitude agressive des sionistes israéliens. Chacun y trouvait son compte : l'une son pétrole et ses superprofits par le contrôle des pays producteurs ; l'autre par une infiltration souterraine dans certains pays arabes sous le prétexte mensonger de les « aider » contre Israël. Ainsi le social-impérialisme a pu allier contrôle politique, pressions militaires (installation de bases et de « conseillers ») et avantages économiques.

Un partage entre requins impérialistes n'est jamais définitif ; et depuis plusieurs mois déjà, la tension monte dans le Golfe Arabe ; les monopoles U.S. craignent la volonté d'indépendance manifestée par les pays producteurs ; les sociaux-impérialistes, de plus en plus gourmands, font sillonner leur flotte dans la région et multiplient les manœuvres de subversion...

A l'heure où les sionistes israéliens entreprennent une nouvelle aventure agressive contre les pays arabes, une autre partie se joue dans les coulisses, celle dont l'enjeu est le pétrole, qui oppose les deux super-impérialismes, vers un nouveau partage du gâteau moyen-oriental ?



Territoires occupés en 1967.

L'actuel fournisseur n°1 d'Israël en matière de main d'œuvre

Au cours de ces dernières années, le nombre des Juifs émigrant de l'Union soviétique en Israël va brusquement croissant. Cela, personne ne l'ignore. Il est rapporté que de 1961 à 1970, quelque 10 300 Juifs soviétiques ont émigré en Israël. Dans la seule année de 1971, leur nombre s'est rapidement élevé pour atteindre 13 900 personnes dépassant le chiffre total relevé pendant la dernière décennie. En 1972, leur nombre a atteint 32 000 environ, soit plus de 3 fois le chiffre global des Juifs qui ont émigré des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France dans la même période. Depuis cette année, cette émigration massive se poursuit à un rythme sans cesse accéléré. Il est estimé que quelque 50 000 Juifs soviétiques vont s'installer cette année en Israël. Lors d'une interview qu'il a accordée à un journaliste occidental, le vice-premier ministre israélien Allon a dit qu'il s'attend à ce qu'Israël reçoive 1

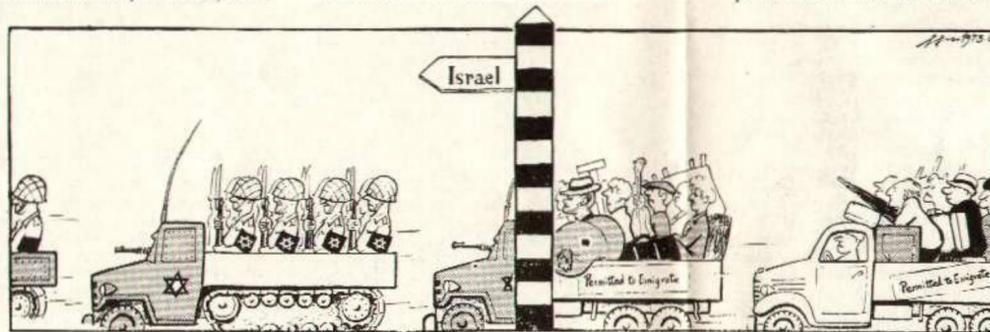
million de Juifs de l'Union soviétique dans les dix ans à venir. L'émigration des Juifs soviétiques en Israël est surprenante non seulement de par leur nombre mais encore de par leur composition. Les émigrés comprennent en effet un grand nombre d'hommes de science et de techniciens, ce qui augmente considérablement la force scientifique et technique d'Israël.

Ce qui est plus ignominieux, c'est que les autorités soviétiques ont exigé des hommes de science et de techniciens juifs désirant émigrer en Israël qui en fait cruellement défaut qu'ils payent une taxe exorbitante sur l'éducation. Cela a d'ailleurs causé une stupefaction internationale. De plus, les autorités soviétiques ont fait savoir que ceux qui ne sont pas en mesure de payer cette taxe peuvent demander l'aide aux Juifs établis dans d'autres pays. Un tel agissement a provoqué un grand vacarme chez les membres du Congrès U.S. qui le qualifient de

pure rançon. Récemment, trois quarts de sénateurs et plus de 270 représentants du Congrès U.S. ont soutenu que tant que l'Union soviétique « refuse le droit à libre émigration aux Juifs ou non-Juifs, le Congrès ne lui fera pas de concessions dans le domaine commercial ». Dans cette circonstance, le Krenlin, qui s'efforce d'obtenir des Etats-Unis le statut de nation la plus favorisée, a annoncé à la fin de l'année dernière qu'il a décidé de réduire et d'exonérer la taxe sur l'éducation. Et pendant la remise des certificats d'exemption de taxe aux Juifs il laisse intentionnellement les journalistes y assister et photographier. Le 18 avril, le sénateur américain Scott a dit que l'Union soviétique a officiellement annoncé aux Etats-Unis qu'elle cesse pour le moment d'imposer des taxes aux Juifs qui veulent émigrer à l'étranger. Dans ce cas, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un groupe de Juifs en soit venu, dans sa dé-

claration publiée lors d'une conférence de presse tenue à Moscou, à se plaindre que « les Juifs sont devenus un atout des autorités soviétiques dans le jeu politique auquel elles s'engagent à présent ».

Le fait que l'Union soviétique a intensifié l'émigration massive des Juifs vers Israël ne peut que susciter les préoccupations chez les gouvernements et peuples des pays arabes. Selon des reportages, Sayed Nofal, secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, a dit à la presse : « Toute émigration en Israël constitue en fait un renforcement de l'agression israélienne contre les Arabes ». Et Moudjahid, journal algérien, a commenté : « Faire émigrer des gens dans le territoire occupé a pour premier résultat d'alimenter sans cesse l'armée sioniste d'hommes ». Le commentaire a ajouté qu'une telle émigration constitue un plus grand préjudice pour les pays arabes ». Akhbar El-youn, hebdomadaire d'Egypte, a publié un article dans lequel il a souligné : « Si les Etats-Unis fournissent à Israël des armes, l'Union soviétique lui fournit, de son côté, des émigrés qui emploient ces armes ». Al-rai Al amn, journal de Koweït, a commenté récemment : « La Russie est le premier fournisseur de main-d'œuvre telle qu'intellectuels et hommes de science pour Israël. Quant aux Etats-Unis, ils offrent à l'entité sioniste israélienne d'innombrables armes et équipements de guerre modernes ». Le commentaire a indiqué : « Le rôle que joue la Russie qui ravive l'entité sioniste israélienne est plus dangereux que celui des Etats-Unis qui soutiennent Israël sur les plans moral et militaire, car la



Israël : la logique de l'agression

Créé de toutes pièces par le colonialisme, l'Etat sioniste est par nature, raciste, expansionniste, agressif. Nous avons évoqué ces différents aspects dans plusieurs numéros de l'Humanité Rouge (188, 189, 191).

Trois agressions ouvertes marquent son expansion depuis sa création en 1948.

C'est le plan de partage de la Palestine par l'ONU, convoité par l'impérialisme qui « légalise » sa création, le 27 novembre 47.

Les Juifs représentent 1/3 de la population et possèdent 5,6 % des terres : le plan de partage leur concède 57 % du territoire palestinien !

Ce n'est pas assez pour les sionistes qui ont fait courir le bruit que leur occupation en Palestine est « celle d'un peuple sans terre sur une terre sans peuple ! ». Le terrorisme à grande échelle du plan Dalet fait fuir 300 000 Palestiniens ; puis le 14 mai 48, c'est la proclamation de l'Etat d'Israël et la guerre, ouverte contre les pays arabes.

Début 1949, les sionistes ont conquis 30 % de terres supplémentaires.

ONT ETE CHASSES DE LEUR PATRIE !

En 1955, l'Etat sioniste attaque un camp égyptien à Gaza puis s'associe à l'expédition colonialiste franco britannique contre l'Egypte de Nasser qui vient de nationaliser le canal de Suez.

En septembre 1957, l'Etat sioniste évacue le Sinaï sous pression américaine...

Le 5 juin, l'armée sioniste bombarde au sol l'aviation égyptienne et syrienne et arrose au napalm terres et villages des pays arabes. Bilan au bout de 6 jours : occupation de la Cisjordanie, du plateau du Golan, du Sinaï et de la bande de Gaza...

Depuis 1967, les sionistes israéliens ont entrepris une active judaïsation des territoires occupés, par déplacement des populations arabes et création de colonies militaires juives...

Mais au fond, c'est TOUTE LA PALESTINE QUI EST UN TERRITOIRE COLONISE, OCCUPE PAR L'ETAT SIONISTE DEPUIS 1948 ! et les extrémistes sionistes visent plus encore, appelant la création du « GRAND ISRAEL » (voir carte ci-contre).

Editorial

Une nouvelle fois, l'Etat sioniste d'Israël, fondé et développé dans l'agression armée contre le peuple palestinien et les peuples arabes, s'est lancé dans une aventure militaire.

Encouragés par le soutien que lui accordent les deux superpuissances, Etats-Unis et U.R.S.S., notamment par l'aide en dollars et en armes des premiers et l'envoi de dizaines de milliers d'émigrés par les seconds, les dirigeants sionistes n'ont pas hésité à entreprendre des opérations de contenu expansionniste. Selon une tactique cynique qu'ils ont longuement expérimentée, ils prétendent être victime d'une agression et cela alors même que les combats actuels se déroulent en Egypte et en Syrie. Israël a feint la surprise, mais en réalité c'est depuis longtemps que cet Etat expansionniste préparait son opération : non seulement depuis plusieurs jours les sionistes massaient des troupes près de la Syrie et de l'Egypte, mais encore à la veille de la reprise des « hostilités », et de façon tout à fait inhabituelle un jour de fête juive, toutes les permissions étaient supprimées et de nombreux réservistes étaient rappelés. La surprise pour les dirigeants sionistes n'est pas venue de la reprise du conflit mais de la résistance ferme qu'ils ont rencontrée dans leur nouvelle agression.

Les marxistes-léninistes de France soutiennent et appellent à soutenir résolument l'Egypte et la Syrie dans leur résistance à l'agression armée israélienne. La cause de l'intégrité territoriale et de l'indépendance nationale de ces deux pays est la cause de tous les pays, nations et peuples en lutte contre la double hégémonie impérialiste des U.S.A. et de l'U.R.S.S.

En effet, contrairement à leurs déclarations sur la « détente », ces deux superpuissances sont les principales responsables de la morgue et de l'audace agressive démentielle d'Israël, et par là de la tension qui règne dans cette région du monde. Depuis 1967, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis tiennent à faire prévaloir au Moyen-Orient afin d'entretenir dans cette région du monde et se livrer à une lutte intense pour les sphères d'influence, les ressources pétrolières et les positions stratégiques. Impérialistes américains et sociaux-impérialistes soviétiques font beaucoup de bruit autour des risques de guerre nucléaire au Moyen-Orient afin d'interdire au peuple palestinien de libérer sa patrie et aux peuples arabes de recouvrer leurs territoires sacrés et rétablir leurs droits nationaux. Comme le faisait remarquer voici quelques jours, lors de la 29^e session de l'assemblée générale de l'O.N.U., le chef de la délégation chinoise, Kiao Kouan-Houa : « En 1971, lorsque l'U.R.S.S. travaillait à démanteler le Pakistan, personne ne disait que cela comportait un risque de guerre nucléaire. Maintenant, les Etats-Unis poursuivent leur agression contre le Cambodge, et il n'y a personne non plus qui parle du risque de guerre nucléaire. Mais il en va autrement pour la région du Moyen-Orient. A la seule mention du désir des pays arabes de repousser l'agression israélienne et de recouvrer les territoires perdus, des clameurs s'élèvent et se font entendre partout, telles qu'une guerre nucléaire éclaterait entre les deux superpuissances. »

Pour que soit établie une paix juste et durable au Moyen-Orient, la seule voie à suivre n'est pas de faire confiance aux deux superpuissances pour régler le problème, mais de soutenir résolument, totalement la juste lutte du peuple palestinien et des autres peuples arabes contre l'agression du sionisme israélien. Leur cause est celle des peuples du monde entier. Toute provocation à leur encontre est un défi aux peuples du monde. Ceux qui croient pouvoir bafouer longtemps les droits sacrés du peuple palestinien et des autres peuples arabes se trompent lourdement.

Le peuple palestinien et les autres peuples arabes persévéreront sûrement dans leur lutte prolongée, ils renforceront sûrement leur unité, surmonteront toutes sortes de difficultés, finiront par recouvrer leurs territoires sacrés et rétabliront leurs droits nationaux.

A BAS L'AGRESSION ISRAELIENNE !
DENONÇONS LA COMPLICITÉ DES DEUX SUPERPUISSANCES !
SOUTENONS RESOLUMENT LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN ET DES PEUPLES ARABES !

Mardi 9 octobre, 12 heures.

main-d'œuvre que l'Union soviétique a fournie joue un double rôle dans l'édification de l'entité sioniste israélienne ».

Parfois, les révisionnistes soviétiques soutiennent aussi du bout des lèvres la révolution des peuples de Palestine et des autres pays arabes, mais en réalité ils continuent à accroître la force des sionistes israéliens en leur fournissant un grand nombre de main-d'œuvre. Cela n'est qu'un

exemple de nombreux actes de trahison commis par l'Union soviétique contre la cause révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Le visage hideux d'hypocrisie des révisionnistes soviétiques qui a été mis à nu par un nombre croissant de peuples arabes et d'autres peuples révolutionnaires a permis à ces derniers de mieux comprendre que les méchants qui aident l'ennemi ne sont absolument pas leurs vrais amis.

Cet article est extrait du « Journaliste Afro-Asiatique » (n° 2 - 1973)

Adresse : B.P. 1657, PEKIN, (République Populaire de Chine)

Qui sont les paysans-travailleurs ?

Localement, il y a déjà un bout de temps qu'ils font trembler les cumulards, inquiètent les capitalistes et les industriels agraires, s'attaquent aux multiples intermédiaires qui s'engraissent de la sueur et du sang des paysans pauvres.

Sur un plan national, ils se sont fait connaître par leurs actions ef-

ficaces et déterminées au cours de la « grève du lait ».

Cet été, ils étaient la cheville ouvrière de l'immense manifestation de solidarité aux paysans du Larzac.

Qui sont donc ceux qui se dénomment eux-mêmes « les paysans travailleurs » ?

Le mythe de l'unité paysanne

Depuis toujours, la classe dominante a tenté de faire croire aux paysans pauvres de notre pays que leurs intérêts étaient identiques à ceux des paysans riches. Que « ceux de la campagne » formaient un bloc étroitement uni face à « ceux de la ville ». Et cela a marché longtemps. Mais la loi impitoyable du profit maximum des capitalistes joue à la campagne comme à la ville. De plus en plus les paysans pauvres se retrouvent écrasés, éliminés de la terre, leur outil de travail, par les cumulards, les capitalistes agraires, les industriels laitiers, les banques du Crédit Agricole ou Foncier.

La loi de la concentration capitaliste joue à fond dans l'agriculture aussi. Longtemps les paysans pauvres et moyens ont espéré s'en sortir. Les coopératives sont apparues comme des solutions possibles pour cela. Mais peu à peu les illusions se sont envolées.

Et l'expérience fait mûrir la conscience revendicative et politique. Les « paysans-travailleurs » ont découvert et imposé une vérité. C'est qu'il existe deux sortes de paysans :

— Ceux qui disposent de gros capitaux ;

— Et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre.

Entre les deux le fossé va s'élargissant à vive allure. Comme partout ailleurs les paysans riches

deviennent plus riches, les pauvres plus pauvres encore. C'est pourquoi ils ont fait voler en éclats le mythe de l'unité syndicale paysanne.

A l'origine, à côté du M.O.D.E.F., contrôlé et mené à l'impasse par le parti révisionniste français, le rassemblement syndical des paysans ne se faisait pas sur une base de classe. Prolongeant le Centre national des Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.), la Fédération nationale des Syndicats d'Exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) prétendait avoir vocation de défendre à la fois les capitalistes, gros producteurs de céréales, et les paysans pauvres, élevant à grand peine les quelques vaches nécessaires à leur survie.

Ce mensonge a fait long feu.

« La paysannerie n'est pas un milieu uni. Les intérêts des petits et moyens paysans sont opposés à ceux des gros et les uns et les autres ne peuvent pas être défendus ensemble. Le syndicalisme unitaire ne sert qu'aux gros. »

Par contre, les paysans qui vivent de leur travail sont les plus nombreux et ont des intérêts communs. Pour être défendus, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Pour faire reculer ceux qui les exploitent, ils doivent se rassembler entre eux et lutter. Aussi le mouvement paysans-travailleurs existe et doit se développer. »

Un mouvement d'ampleur nationale

En 1969 paraissait *Vent d'Ouest*, journal du Centre régional des Jeunes Agriculteurs de l'Ouest ; il devait se transformer en février 1972 en *Journal des Paysans-Travailleurs*. L'expérience des paysans des départements bretons y est certes importante, mais petit à petit leurs luttes ont rencontré un vaste écho dans l'ensemble du pays.

A côté des paysans de Loire-

Atlantique, Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, ceux de la Sarthe, de la Mayenne, de la Vendée, de Poitou-Charentes, du Maine-et-Loire, de la Loire, des Pyrénées-Atlantiques, des Vosges, de la région Rhône-Alpes font savoir leur expérience de luttes, leurs réflexions politiques, leur volonté de construire tous ensemble une nouvelle pratique syndicale.

« La loi anticumul, c'est nous ! »

D'emblée, rejetant les interminables négociations dans lesquelles on voulait les enfermer, les « paysans-travailleurs » se sont définis dans l'action. Une action qui ne craint pas de faire des pieds de nez à la légalité bourgeoise, loin de là. Des tables rondes, des tapis verts, d'épais rapports Vendel ou Mansholt, ils en avaient une indigestion. Après chacune de ces « grandes manœuvres » au sommet, la situation des paysans pauvres ne faisait qu'empirer. C'est pourquoi ensemble, ils ont redécouvert l'efficacité d'une action à la base, unitaire et résolue.

Un marchand de bestiaux prétend-t-il expulser un couple de fermiers locataires de ses terres ? Il trouve sur son chemin 100, 300 paysans déterminés à défendre le droit au travail de leurs camarades.

Une vente aux enchères a-t-elle lieu, destinée à remettre les terres disponibles aux gros exploitants locaux ? Là encore les paysans-travailleurs interviennent en force pour faire rendre leur justice : la terre à ceux qui la travaillent et en ont le plus besoin et non à ceux qui ont le plus d'argent. Assez souvent les notables et gros propriétaires, apeurés, préfèrent céder.

Sinon ils s'exposent à voir leurs vignes mystérieusement arrachées, leurs arbres fruitiers sciés, leurs champs de céréales prématurément labourés.

Pendant la dure grève du lait, les camions des usines laitières étaient « confisqués », le lait distribué gratuitement dans les faubourgs ouvriers ou répandu sur la chaussée quand de telles distributions n'étaient pas possibles.

La répression se fait à chaque fois durement sentir. Les C.R.S. volent aussi facilement au secours des capitalistes agraires et autres cumulards que de leurs compères industriels ou financiers.

Après de semblables actions, les perquisitions brutales, les arrestations et inculpations sont fréquentes. Elle ne fait que renforcer la conscience et la détermination de ceux qu'elle prétend mettre au pas. Ainsi que l'écrit *Vent d'Ouest* :

« Les bourgeois, eux, sont organisés. Ils ont les institutions, le Droit, la Justice, le Pouvoir politique... »

« On a toujours cru que le contenu juste de nos luttes pourrait être porté par les institutions créées par la bourgeoisie et pourrait permettre de transformer la société au service des travailleurs. L'expé-

rience et le passé de nos luttes démontrent la contradiction qui existe entre ces institutions et les revendications des travailleurs. Il y a donc nécessité de s'organiser en dehors de ces institutions. »

S'organiser pour tenir en échec les ennemis des petits paysans ; les banquiers et industriels divers qui se camouillent derrière la mafia des notaires véreux, des vétérinaires

corrompus, des experts fonciers, vendeurs d'engrais, etc., pour se partager le fruit du travail des paysans.

Et pour cela, les bien connaître : régulièrement *Vent d'Ouest* présente à ses lecteurs, militants et sympathisants, la fiche signalétique d'un des trusts, d'une de ces grosses sociétés qui dominent les agriculteurs et prétendent faire la loi dans l'Agriculture.

Ouvriers-paysans, solidarité !

La vie les conduit aussi à s'interroger et à prendre position sur bien des problèmes : la scolarité — si difficile encore pour les enfants de la campagne — la revendication d'équipements sociaux, la solidarité aux peuples en lutte de par le monde.

D'emblée, les paysans-travailleurs ont choisi de mener leur combat aux côtés de la classe ouvrière.

On les a d'abord vu collecter des vivres mis gratuitement à la disposition des ouvriers en grève. Ils étaient ainsi aux portes des usines de Paris, Nantes, à Penneroy, au Joint-Français, aux Nouvelles Galeries de Thionville, à Vitro et bien sûr à Lip. Cela a commencé par des distributions de lait, de viande, d'œufs, de fruits et de légumes. Et puis, peu à peu, c'est allé beaucoup plus loin. Entre ouvriers et paysans des discussions ont eu lieu, possibilités d'informations réciproques sur les luttes et les revendications se sont développées, les échanges se sont enrichis. Des paysans ont commencé à participer aux assemblées générales des grévistes de Penneroy, du Joint Français, des ouvrières de la Ganterie de Millau. Les chemisières de la Cerisoie se sont installés dans des fermes

pour fabriquer leurs fameux chemisiers « Pil ». La jonction qui s'est faite, au rendez-vous du Larzac, entre ouvriers et paysans a donné une nouvelle impulsion à cette solidarité de classe qui se découvre et s'affirme dans la lutte. C'est là un phénomène irréversible et qui dépasse de beaucoup le simple plan des luttes revendicatives.

Un paysan de l'Ouest l'expliquait ainsi :

« En choisissant sans équivoque d'être aux côtés des ouvriers du Joint Français en lutte, les agriculteurs affirment que les problèmes soulevés à travers ce conflit sont aussi les leurs. »

« Qu'il s'agisse de disparités de salaires ou de revenus, de répression policière, d'une « Justice » au service du pouvoir, les agriculteurs, comme les ouvriers, constatent qu'ils sont les victimes désignées. »

« Par ailleurs, face à l'exode rural qui continue, les paysans s'interrogent : quel travail pour leurs enfants ? Où et dans quelles conditions ? »

« Ces différentes remarques illustrent une situation de fait : comme les ouvriers, les paysans, dans leur grande majorité, sont des travailleurs exploités. »

Paysannes oui, esclaves non !

Et les femmes paysannes ? Elles veulent leur place et toute leur place dans ce combat. Et elles la prennent.

Pendant la grève du lait, on les a vues partout : dans les manifestations, les piquets de grève, les distributions de tracts, écrémant, barattant..., partout des femmes décidées à se battre jusqu'au bout.

Pourquoi ? Elles répondent elles-mêmes :

« Parce qu'il s'agissait de se battre pour un salaire, parce que le travail, la traite, les soins aux vaches, est assumé par les femmes dans la majorité des fermes. Il s'agissait donc de leur salaire à elles. »

« Les femmes se sont reconnues spontanément dans une revendication posée en termes de « travailleurs » : si les hommes peuvent être

trompés par l'illusion d'être « patrons », les femmes, elles, ont toujours été les « travailleurs » de leurs maris.

« ... Tout ceci nous a fait prendre conscience que les problèmes qui se posent à nous en tant que femmes, c'est à nous de les prendre en charge car c'est nous seules qui les vivons. »

« Une première étape essentielle : c'est la prise de conscience par les femmes de leur situation réelle et des aliénations qu'elles subissent en tant que femmes : ménagère, épouse, mère de famille, paysanne (différenciation des tâches, déconsidération du travail féminin, poids du milieu, rôle et vertus traditionnels de la femme et de la famille, etc.). Tout ceci rejoint d'ailleurs le problème des femmes du milieu ouvrier. »

Les objectifs

— Que le paysans puisse travailler en sécurité, sans craindre de perdre ses outils de travail et de production ;

— Que le paysans ait un revenu stable, sans être obligé d'augmenter constamment son travail ni de détériorer ses conditions de vie ;

— Que les prix des produits agricoles soient fixés, non pas en fonction du marché et des intérêts des firmes capitalistes (privées ou coopératives), mais en fonction du revenu nécessaire pour assurer un salaire minimum à chaque paysan, c'est-à-dire au prix de revient. »

Par la recherche et la pratique d'un syndicalisme de classe dans l'Agriculture, les paysans-travailleurs marquent une étape décisive de la prise de conscience révolutionnaire de notre peuple.

La recherche des « paysans-travailleurs » est en plein bouillonnement. Actuellement ils définissent ainsi leurs objectifs :

« L'objectif des paysans-travailleurs, c'est de permettre aux agriculteurs touchés par l'exploitation capitaliste de s'organiser pour se défendre. »

« Les paysans modernisés doivent se rendre compte que leur propre développement conduit à l'élimination des plus petits paysans. Les paysans-travailleurs sont décidés à lutter contre cette forme de licencement... Chacun a droit à vivre de son travail. »

« Nous voulons :

— Que la terre aille à ceux qui en ont le plus besoin pour vivre. Qu'elle ne soit pas moyen de spéculation et d'exploitation ;

A la Mutualité :

Chaleureuse soirée d'amitié avec la Chine

Environ 4 000 personnes ont assisté vendredi 5 octobre à la Mutualité à un meeting célébrant le 24^e anniversaire de la République populaire de Chine.

Exprimant la solidarité et l'amitié des peuples du monde, les nombreuses délégations présentes furent chaudement ovationnées : celles de la République populaire de Chine, de la République populaire d'Albanie, de la République démocratique du Viet-Nam, du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Viet-Nam, du gouvernement royal d'Union nationale du Kampuchéa, de la République démocratique de Corée, des étudiants laos en France. Pour la première fois, on notait la présence d'une délégation de la République socialiste de Roumanie.

Trois orateurs prirent la parole :

Tout d'abord Charles Bettelheim s'attacha à nous décrire la Chine d'aujourd'hui, celle d'après le X^e Congrès du Parti communiste.

Ensuite Jean Cardonnel fut applaudi lorsqu'il nous montra d'abord que l'exemple chilien renforce le peuple chinois dans sa volonté d'empêcher tout retour au passé en Chine, en restant vigilant, en menant activement la lutte entre les deux lignes, en s'appuyant sur la dictature du prolétariat. Dénonçant les calomnies anti-chinoises sur la vie quotidienne en Chine, il nous expliqua que la « masse » chinoise est propre, discrète, que le peuple est bien nourri, bien vêtu, nous parla de la suppression du fossé séparant travail manuel-travail intellectuel. Il conclut ainsi : « La force de la Chine, c'est de refuser le retour au capitalisme » et citant Wang Hong-wen : « Il n'est rien que les hommes ne soient capables ensemble pourvu que leur couleur devienne rouge vif ».

Enfin Yves Drossin, citant l'affaire Lin Piao, nous rappelle que la lutte des classes se poursuit après la révolution et que d'autres révolutions culturelles seront encore nécessaires. Il nous engage à étudier sérieusement les enseignements du X^e Congrès du Parti, puis définit le rôle des amis de la Chine : démystifier et combattre les calomnies, décrire la réalité chinoise.

Affirmant le soutien internationaliste résolu de la Chine, il nous montra le contraste existant entre la politique social-impérialiste de l'U.R.S.S. et la politique socialiste de la Chine : celle-ci se livre à l'intimidation et à l'agression (frontière chinoise, Tchécoslovaquie), celle-ci n'a aucun soldat hors de ses frontières. Les nouveaux tsars du Kremlin usurpent le glorieux passé de l'U.R.S.S. pour camoufler leurs visées impérialistes. C'est pourquoi la Chine prépare sa défense, tant militairement qu'idéologiquement.

Enfin, la Chine soutient l'Unité européenne contre l'impérialisme américain (qui va d'échecs en échecs) et le social-impérialisme. De plus, elle a des rapports d'Etat à Etat avec les pays capitalistes selon les 5 principes de la coexistence pacifique. Mais tout cela ne se fait pas au détriment des travailleurs. Et c'est sous les applaudissements qu'Yves Drossin dira : « S'il est un nom bien connu des travailleurs chinois, c'est celui de Lip », lutte amplement soutenue par le peuple chinois. Et il conclura : « C'est toujours du côté du peuple et de la classe ouvrière que se tient la République populaire de Chine. »

La soirée s'acheva sur des films très intéressants : un premier montrant divers aspects de la Chine (relations intellectuelles-ouvriers, production de biens de consommation, peinture, troupes et propagande artistique des steppes, vétérinaires aux pieds-nus du Tibet, etc.), puis un autre sur la célébration du 1^{er} octobre.

GUADELOUPE : Les ouvriers de Bonne-Mère occupent l'usine

Profitant de la période des congés, les capitalistes industriels ont pris la décision de fermer brusquement deux nouvelles usines, Bonne-Mère et Comté. Ils entendent ainsi diminuer les frais de production du sucre et du rhum et réaliser des profits encore plus gros. De 1954 à 1973, 6 usines ont été fermées !

Cette fermeture serait une catastrophe pour une large fraction de la population de la Guadeloupe : ouvriers réduits au chômage, petits paysans dont les conditions de vie se dégradent de jour en jour.

Les syndicats de base C.G.T.G. — trainant à leur remorque les dirigeants révisionnistes de cette centrale — l'U.T.A. (Union des travailleurs agricoles) et l'U.P.G. (Union des paysans pauvres de Guadeloupe) ont organisé pendant près de 2 mois des meetings d'information, dans toute la Guadeloupe, sur le problème de cette fermeture.

Un vaste mouvement de sympathie des masses travailleuses s'est ainsi développé. Des discussions fructueuses ont eu lieu sur la riposte à organiser.

Le 25 septembre, à 6 h 30 du matin, les ouvriers de Bonne-Mère ont occupé l'usine. Au retour de leurs congés annuels, ils sont tous retournés au travail, ont pointé et nettoyé les machines, montrant qu'ils n'acceptaient pas la décision du patronat.

Ce même jour, un grand meeting s'est tenu, organisé par le syndicat des ouvriers de Bonne-Mère (C.G.T.G.), l'U.T.A. et l'U.P.G., afin d'informer les autres travailleurs de cette occupa-



tion et envisager un soutien à cette lutte. Ils décidaient, entre autre, de faire manifestation à Sainte-Rose, le jour même du deuxième tour des cantonales.

Forte de l'alliance avec la paysannerie pauvre, forte du soutien de l'ensemble du peuple guadeloupéen, la classe ouvrière saura vaincre la résistance des capitalistes colonialistes français et faire échouer ses plans.

Nous appelons les travailleurs guadeloupéens émigrés à soutenir la lutte de leurs frères.

Nous appelons les amis du peuple guadeloupéen, les anticolonialistes conséquents à porter le plus large soutien à la lutte des ouvriers et paysans de la Guadeloupe, en la popularisant et en se tenant prêts à manifester un soutien concret par tous les moyens et sous toutes les formes.

D'après un communiqué de l'Association des étudiants guadeloupéens.

ESPAGNE : nouveaux crimes fascistes

● Le 18 septembre, un ouvrier espagnol, Cipriano Martos, membre du FRAP, était enterré en cachette par la police. Arrêté le 1^{er} septembre en Catalogne, il est mort sous la torture.

● A Malaga, 20 personnes accusées d'appartenir au FRAP ont été arrêtées.

● A Madrid, 2 personnes accusées d'appartenir à l'Opposition syndicale ouvrière ont été condamnées à un an de prison.

● A Madrid, un étudiant a été condamné à 2 ans de prison par contumace. Il est accusé d'avoir lancé des pierres contre une banque, pour protester après l'assassinat d'ouvriers du Ferrol.

● A Lugo, Enrique Aguilar Benitez, accusé d'appartenir au FRAP, a été arrêté et torturé.

● A Madrid, 4 personnes accusées d'appartenir à l'Eta ont été condamnées à des peines allant de 3 ans à un an et demi de prison.

● A Barcelone, les prisonniers se sont révoltés contre les conditions qui leur sont faites. Le 25 août, ils sont assis dans le réfectoire en signe de protestation.

● A Valence, voici quelles sont les conditions de détention :

« De même que dans les autres prisons franquistes, dans celle de Valence, les prisonniers, et spécialement les prisonniers politiques, souffrent de conditions de vie inhumaines, à commencer par le fait qu'on les maintient en prison pendant de longues années sans les juger auparavant. C'est le cas de 5 jeunes de la localité de Faura, province de Valence, qui sous le chef d'accusation d'être membres de l'Union popular del campo (Union populaire des paysans) de la région et d'avoir brûlé le magasin d'un propriétaire terrien, sont en prison depuis plus d'un an sans jugement.

Une autre des nombreuses injustices et mesures arbitraires que doivent supporter les prisonniers de cette prison, ce sont les séances de « lecture », auxquelles ils doivent assister en silence pendant que l'un d'eux se voit obligé de lire à haute voix des textes fascistes. Le premier août dernier, un groupe de prisonniers, fatigués d'écouter tant d'idioties, huèrent la lecture, et immédiatement 3 droits communs et 1 prisonnier politique furent punis. La réponse de solidarité fut unitaire. Tous les prisonniers s'enfermèrent dans leurs cellules en refusant

de sortir tant que les camarades arrêtés ne seraient pas libérés.

La direction de la prison, ayant peur du mouvement de solidarité, avec des menaces et par surprise, réussit à arracher la signature de quelques prisonniers qui assuraient ne pas avoir participé à l'action. Il ne fut pas possible d'obtenir cela de quelques prisonniers condamnés à appartenir aux comités pro-FRAP. La direction de la prison a vu ainsi échouer sa manœuvre et jusqu'à maintenant, ayant peur de la solidarité de tous les prisonniers, elle n'a pris aucune mesure répressive contre eux.

Notre brochure

LA FASCISATION EN FRANCE

a été rééditée avec une postface

Passez vos commandes

Prix 3 F (ajouter 20 % pour frais d'envoi)

Ecoutez les radios révolutionnaires TIRANA



Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30 sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	.. sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	.. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

LE n° 3 de PROLETARIAT paraîtra le 11 octobre

AU SOMMAIRE :

- Un monde en plein bouleversement
(à propos de la politique social-impérialiste
en Europe et dans le monde)
par Henri Jour
- L'armée sans fusil
(Le rôle des intellectuels et artistes révolutionnaires
à partir des enseignements de Yanan)
par Michelle Loi
- Lip : Une suite et un début
par André Colère
- L'expérience historique
du Parti communiste chinois
dans l'édification d'un parti M.-L.
par Gaston Lespoir
- Document du Chili
Face à l'offensive réactionnaire,
unir tout le peuple pour la lutte
(article de « Causa M.-L. », organe
du Parti communiste révolutionnaire (M.-L.))
- Document d'Albanie :
La production marchande
et la loi de la valeur
- Notes de lecture :
 - Le défi révisionniste de Georges Marchais
 - La C.I.A. et le Cambodge (Sihanouk)
 - L'hypothèse chinoise (Jacoviello)
- Cinéma : L'Europe « enculturée »
par le cinéma américain
(Patrick Duval)

Cours n° 3 :
La nation

Liste des librairies dépositaires de Proletariat

PARIS :

- Le Phoenix, 72 bd Sébastopol (2°).
- Norman Béthune, 76 bd Saint-Michel (5°).
- « La Jolie de Lire », 40, rue Saint-Séverin (5°).
- L'Étincelle, 92, rue Oberkampf.
- Palestine, rue de la Réunion (20°).

AGEN :

Librairie Occitane, 32, rue Grenouilla.

BORDEAUX :

Librairie Mimésis, 5 bis, rue de Grassi.

GRENOBLE :

Librairie de l'Université, 2 place Léon-Martin.

LE MANS :

Librairie « La Taupe », rue Gambetta.

LILLE :

— Librairie Eugène Pottier.

LYON :

- Librairie Coopérative « Les Canuts », 33, rue Leynaud (1°).
- « La Proue », 15, rue Childebert (2°).
- FEDEROP, 7, rue des Trois Maries (5°).

MARSEILLE :

« LIRE », 16, rue Sainte (1°).

MONTPELLIER :

« La Découverte », 18, rue de l'Université.

NANTES :

« Librairie 71 », 29, rue Jean-Jaurès.

NARBONNE :

Maison de la Presse Tosé, 16-18, rue Jean-Jaurès.

ORLEANS :

Librairie « Les Temps Modernes », 57, rue de la Recouvrance.

RENNES :

« Le Monde en Marche », 37, rue Vasselot.

SAINT-BRIEUC :

« Maison de la Presse », 13, rue Saint-Guillaume.

STRASBOURG :

« Les Idées et les Arts », place Brant.

« PROLETARIAT »

17 rue du Sentier - 75002 PARIS

A l'occasion de la parution du présent numéro, le 200^e depuis février 1969, le comité de rédaction de « L'Humanité Rouge » avait envisagé de consacrer ses deux pages centrales à la célébration de cet événement, nous y mettions en évidence les positions adoptées sur divers points d'actualité et de ligne par les marxistes-léninistes.

En raison de l'importance des événements du Moyen-Orient et de la nécessité d'un soutien accru au peuple palestinien et aux peuples arabes, la décision a été prise en dernière minute de consacrer les deux pages centrales au Moyen-Orient.

Un lecteur nous écrit...

Chers camarades,
Pendant la guerre, mon père était dans la résistance dans le réseau « combat ». C'était un idéaliste, il était au Parti socialiste, mais il était bon. Il a été dénoncé et torturé par la Gestapo. Il a passé 2 ans à Buchenwald dans un camp de la mort, 2 années atroce où il attendait la mort chaque matin, où il a vu ses camarades un à un passer au four crématoire. Il a eu la chance inouïe d'en sortir vivant, mais c'était une loque humaine.

A douze ans, j'ai fait un pélerinage avec lui à Buchenwald. Il m'a dit : « Plus tard, tu feras ce que tu veux, mais je te demande une chose : n'oublie jamais. » On peut dire que visiter un camp de la mort,

c'est pas bon pour un gosse de 12 ans, mais mon père avait raison. J'ai juré de ne jamais oublier. Il m'a dit aussi : « N'oublie pas que c'est un français qui m'a dénoncé, un pétainiste. »

J'apprends maintenant que Mitterrand est décoré de la francisque. C'est une marque d'infamie que je n'oublierai jamais et que les discours n'effaceront jamais. Marchais, c'est encore pire, il travaillait chez les nazis. Jamais je ne pourrai faire confiance à ces gens-là. Voilà pourquoi je rejoins les rangs des vrais communistes, comme François Marty, qui a combattu les fascistes les armes à la main.

Vive « L'Humanité Rouge » !
Vive la révolution !

L I S E Z

CHINE 73

revue trimestrielle
d'informations et d'études
publiée par les A.A.F.C.

Au sommaire du n° 3
LA CHINE ET LA FRANCE
DANS LE MONDE
4 F

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « L'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

Signature

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger : 3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour le renforcement de l'avant-garde M-L	10
C.E. pour la souscription	66
Pour renforcer la lutte contre le révisionnisme, pour développer le marxisme-léninisme	10
M.G. Soutien à notre presse	200
Des travailleurs du SO	200
CDHR Linagaray	
Soutien au journal (septembre)	30
1 lecteur (octobre)	50
CDHR J. Staline	156,50
SJP août	8
JV. Soutien à HR	50
Pour que HR vive.	
Un étudiant en médecine	20
Une institutrice	10
En cours de diffusion	14,70
Vive la lutte classe contre classe.	
1 couple de travailleurs	50
Marianne. Banlieue Sud	8
Une travailleuse immigrée	3
Sur un marché	3
1 OS tunisien	1
S. de lecteurs de banlieue	28
CDHR J. Hapiot	40
1 camarade	3
En supplément à abonnement. GV	11,20
Soutien à notre journal. JV	50
S. pour HR à Besançon	108
Anonyme en timbres	143
Mme C. J. Soutien à HR	14
Soutien à HR. SJP	2,50
1 camarade, pour le développement d'HR	43,80
D.B.	35,70
Pour que HR puisse continuer son juste combat. D.J.	100
En supplément à réabonnement. V.M.	4
CDHR Cabral	100
CDHR NVT	100
1 gars du bâtiment	10
CDHR Stalingrad	100
1 militant	3
1 sympathisant	3,50
1 ouvrier métallo pour un 12 pages permanent	46
1 groupe de sympathisants	10
1 cariste	25
B.D.T.	100
1 ouvrier chauffagiste	5
CDHR P. Sémard	95
CDHR G. Canet (mars-septembre)	305
CDHR Dallidet	4
CDHR G. Tautin	50
Des amis de l'Est	260
1 sympathisant	1
CDHR Hapiot	20
CDHR Rivoire	2,50
Total de la semaine	2 712,40
Total général pour le règlement des dettes de l'HR	363 946,46

DE DJAKARTA A SANTIAGO

Des leçons accablantes pour le révisionnisme moderne

Depuis le 11 septembre, le peuple chilien est plongé dans la terreur blanche déclenchée par les putschistes conseillés et manipulés par Washington. Les généraux de la junte agissent dans le plus pur style hitlérien. Ils se sont attirés la haine de tous les peuples. Mais en même temps, très nombreux sont ceux qui se posent des questions sur la validité de la « révolution par la voie pacifique » dont le Chili offrait un exemple.

Il est d'autant plus important de répondre à ces légitimes questions qu'ici, en France, ceux-là mêmes qui avaient trouvé dans l'« expérience chilienne » une confirmation de leurs thèses opportunistes, les socialistes et surtout les dirigeants du P.C.F., « oublient » d'un coup leurs déclarations passées. Nous allons leur rafraîchir la mémoire. Il le faut, car ces gens, malgré la tragédie du Chili, malgré toute l'expérience du mouvement ouvrier international, persistent à répandre parmi les nombreux travailleurs qu'ils influencent encore la théorie criminelle de la « voie de passage pacifique au socialisme ».

Dès 1899, soit dix-huit ans avant que la pratique de la révolution russe vienne prouver la validité de ses affirmations, Lénine écrivait : « Certes, la classe ouvrière préférerait prendre le pouvoir par des moyens pacifiques ; mais renoncer à la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire serait une folie de la part du prolétariat, du point de vue théorique comme du point de vue politique et pratique, et constituerait, ni plus ni moins, une concession honteuse à la bourgeoisie et à toutes les classes possédantes. » Lors de ces dix dernières années, deux peuples ont payé très cher, trop cher, cette « folie » qui consiste à tenter d'éviter la révolution violente : le peuple indonésien, en 1965, le peuple chilien aujourd'hui, où les généraux appliquent ce qu'ils appellent eux-mêmes le « plan Djakarta ».

Djakarta et les responsabilités des révisionnistes de Moscou

En Indonésie comme au Chili, le Parti communiste participait au gouvernement, et, comme le parti de Corvalan l'a fait au Chili, il a inculqué aux masses populaires l'illusion que la révolution pouvait se développer pacifiquement. Dans l'un et l'autre cas, le résultat de cette « folie » est tragique : en Indonésie, les fascistes se sont livrés à un ignoble massacre (entre 500 000 et 1 million de communistes et de révolutionnaires assassinés) parmi une population désarmée, paralysée, désorientée ; au Chili, les bourreaux nazis trouvent devant eux quelques fusils, et un peuple qui a sans aucun doute (ses actions héroïques le prouvent) la volonté de résister, mais qui n'en a pas pour l'instant les moyens tant il a été laissé dans un criminel état d'impréparation par ceux qui prétendaient le conduire sur la voie de la révolution.

En septembre 1966, le vaillant Parti communiste indonésien (P.K.I.) a publié une autocritique, document capital, fondé sur le marxisme-léninisme et riche d'enseignements pour tous les révolutionnaires dans le monde. Analysant avec courage ses erreurs et sa propre expérience négative, le P.K.I. a dressé un acte

d'accusation accablant contre le révisionnisme moderne distillé par le Parti communiste d'Union soviétique. Car c'est en 1956, lors de la 4^e session plénière de son Comité central, que le P.K.I. a adopté la « voie pacifique » ; c'est-à-dire la ligne révisionniste préconisée par Khrouchtchev au XX^e Congrès du P.C.U.S. Qu'on ne s'y trompe pas : les dirigeants révisionnistes de chaque pays justifient la « voie pacifique » en invoquant « les circonstances spécifiques et les traditions de chaque pays », mais c'est bel et bien une ligne générale qui a été imposée par les révisionnistes khrouchtchéviens, valable aussi bien, selon eux, dans des pays de démocratie bourgeoise comme la France ou l'Italie, dans des pays dominés par l'impérialisme comme le Chili, et dans l'Espagne de Franco ou le Brésil de la dictature militaire ! C'est un fait : Khrouchtchev a voulu ériger le passage par la voie pacifique en un nouveau principe stratégique mondial du mouvement communiste international. Et là où ce principe a été appliqué, il a abouti au libre déchaînement de la violence fasciste, c'est un autre fait. Le P.K.I. a tiré toutes les leçons de cette expérience tragique ; mais que dire des dirigeants révisionnistes du P.C.F., qui se sont obstinés après Djakarta, qui s'obstinent après Santiago ?

Les prétendues « nouvelles conditions » de notre époque

Reprenant les thèses avancées par Khrouchtchev au XX^e Congrès du P.C.U.S., les partis révisionnistes de divers pays (et notamment ceux d'Italie, de France et du Chili) ont prétendu que notre époque connaissait de « nouvelles conditions » favorisant le « passage pacifique ». Ces nouvelles conditions internationales (« coexistence pacifique » et « détente ») et nationales (« traditions démocratiques » et possibilité d'un rassemblement de la majorité de la population) conduiraient à l'isolement des forces réactionnaires qui se trouveraient alors dans l'impossibilité de fomenter une contre-révolution.

En bref, dans ces conditions « nouvelles », les capitalistes et les impérialistes peuvent accepter de renoncer à tous leurs droits.

Malheureusement, pas plus aujourd'hui qu'à l'époque où vivait Lénine, « le monde n'a encore produit pareils capitalistes bienveillants » ! Nous sommes bien toujours à l'époque de l'impérialisme, où Lénine écrivait, en 1916 : « L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus essentiels de la société capitaliste moderne ».

Et que voit-on depuis 1916 ? Un renforcement considérable, dans les pays capitalistes, de l'appareil bureaucratique, administratif, policier et militaire de l'Etat bourgeois, une classe, la bourgeoisie, qui n'hésite pas à recourir à la terreur ouverte, à installer des régimes fascistes lorsqu'elle est menacée dans ses intérêts fondamentaux. Au Chili, les faits ont démontré une fois de plus que les classes oppresseuses ne tolèrent quelques libertés que lorsque leurs intérêts essentiels ne sont pas menacés.

Et que voit-on encore, dans le

monde ? Non pas la « détente », mais un impérialisme, les U.S.A., qui n'a pas cessé de recourir à la subversion, au renversement de gouvernements légaux, aux pressions, aux chantages, à l'intervention brutale qui peut aller jusqu'à la guerre locale comme en Indochine. Et une autre grande puissance, l'U.R.S.S., devenue impérialiste (et les discours sur la « coexistence pacifique » et la « détente » visent aussi à masquer cette réalité-là), qui pratique, elle aussi, la subversion, les menaces, l'agression ouverte (contre la Chine en 1969, contre la Tchécoslovaquie en 1968). Un monde où, en l'espace de quelques semaines, une grande puissance, l'U.R.S.S., organise un coup d'Etat en Afghanistan, et où l'autre, les U.S.A., inspire un putsch au Chili, est-il un monde de « détente » ? Dans une telle situation, les peuples doivent-ils écouter les sermons révisionnistes sur la « voie pacifique » destinés à les démobiliser, à les désarmer et les laisser sans défense face aux assauts des impérialistes et du social-impérialisme ?

Lénine a indiqué en juillet 1917 à quelles conditions la révolution pouvait connaître un développement pacifique. Les révisionnistes chiliens comme ceux du P.C.F. se gardent bien de rappeler les conditions expressément formulées par Lénine : « Les armes entre les mains du peuple, l'absence de toute contrainte extérieure pesant sur le peuple, voilà ce qui permettait et assurait le développement pacifique de toute la révolution. » Et si l'on tient à parler de « conditions nouvelles », nous devons dire que nous connaissons une époque où deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, exercent une « contrainte extérieure » sur tous les peuples dans le monde, et que l'une et l'autre séparément, peut-être même l'une et l'autre de concert, n'hésiteront pas à intervenir pour réprimer un peuple en lutte pour son émancipation nationale ou sociale.

Le « mouvement de masse » suffit-il pour s'opposer à l'armée bourgeoise ?

La partie principale de la machine d'Etat bourgeois est constituée par les forces armées. Tant que ces forces armées ne sont pas détruites et remplacées par une armée populaire, tant que l'ancien appareil policier, judiciaire... subsiste, les forces populaires n'ont aucune garantie de s'assurer la victoire. Même si dans le pays, comme ce fut le cas au Chili, se développe un large mouvement de masse qui soutient ce gouvernement. A ce sujet, les révisionnistes entretiennent les pires illusions en disant compter sur le « mouvement de masse ». On peut lire dans « Chili de l'Unité populaire », publié en 1971 par les Editions sociales : « (Au Chili) le mouvement des masses est assez puissant pour empêcher toute tentative factieuse ». De telles illusions criminelles endorment la vigilance du peuple, en lui donnant le faux espoir qu'il peut parvenir sans sacrifices à la victoire, simplement en montrant à l'ennemi sa « force calme et tranquille ». « Combien faut-il de masses pour s'opposer à un tank ? », aurait dit

Allende à la veille du putsch. Tragique question, révélatrice de l'impasse dans laquelle conduit le « légalisme », car face aux tanks des fascistes, les masses désarmées ne peuvent rien, quel que soit leur nombre.

Les événements du Chili ont prouvé une fois de plus, par la négative, cet enseignement de Lénine : « La vérité est que la bourgeoisie, même la plus éclairée et la plus démocratique, n'hésite plus maintenant à recourir à n'importe quelle duperie ou crime, pour massacrer des millions d'ouvriers et de paysans en vue de sauver la propriété des moyens de production. Seuls le renversement de la bourgeoisie par la violence, la confiscation de ses biens, la destruction de l'ensemble de l'appareil d'Etat bourgeois, de la base au sommet, appareil parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc., et jusqu'à la déportation ou l'internement en bloc des plus dangereux et des plus obstinés des exploités, en les plaçant sous une surveillance étroite afin de combattre les inévitables tentatives de résister ou de restaurer l'esclavage capitaliste — seules ces mesures peuvent assurer la vraie subordination de l'ensemble de la classe des exploités. »

En rejetant la ligne des révisionnistes, le peuple chilien triomphera

Au Chili, les forces progressistes et révolutionnaires ont subi une lourde et cruelle défaite. Mais elle est temporaire. Le peuple chilien s'est déjà engagé dans la voie de la résistance armée préconisée par notre vaillant parti frère, le Parti communiste révolutionnaire, c'est cette voie qui le conduira à la victoire.

Mais ce qui pour le peuple chilien représente un revers temporaire, constitue pour les révisionnistes modernes une défaite générale et complète de leur théorie opportuniste du « passage pacifique » — et cela, dans des conditions différentes qu'en Indonésie. En 1965, révisionnistes et marxistes-léninistes coexistaient à l'intérieur du P.K.I. et, de l'extérieur, Liou Shao-chi pouvait exercer des pressions sur certains partis pour les inciter à suivre la ligne khrouchtchéviennne (comme l'a révélé l'autocritique du P.K.I.). Depuis lors, la Révolution culturelle a apporté une contribution considérable à la lutte contre le révisionnisme moderne. Des partis marxistes-léninistes se sont créés dans beaucoup de pays. En se développant et se renforçant, ils sauront empêcher que les théories criminelles des révisionnistes produisent leurs effets désastreux pour le peuple.

Au Chili, face au parti révisionniste existe et se développe un authentique parti marxiste-léniniste : le Parti communiste révolutionnaire. Sa ligne révolutionnaire, totalement opposée aux mystifications pacifistes des révisionnistes, permettra aux travailleurs chiliens de s'engager dans une lutte victorieuse contre la réaction fasciste.

C'est sur cette certitude que se fonde notre espoir de voir très bientôt le vaillant peuple chilien se libérer définitivement du joug fasciste et impérialiste.

Marc LAURENT.



Alors que Giraud lançait un dernier ultimatum, un clivage est nettement apparu ce lundi entre la masse des travailleurs de Lip qui entendent poursuivre l'action et ne rien lâcher sur les licenciements et quelques responsables et délégués C.G.T. qui, affichant un certain défaitisme, veulent passer un compromis au plus vite car « chaque jour qui passe est préjudiciable à tous les travailleurs de Lip » ! (Déclaration de Curty, secrétaire de l'U.D.-C.G.T.)

Ainsi, ceux qui le 29 septembre s'étaient délibérément placés hors de la magnifique mobilisation de solidarité de toute la classe ouvrière autour des Lip, déclarent maintenant ouvertement qu'il faut céder au chantage de Giraud !

« Si M. Giraud quitte les négociations l'apparence fera porter la responsabilité de la rupture aux travailleurs de Lip. On dira que les syndicats sont intransigeants. » Sur ces 800, 14 seulement ont approuvé les propositions de la C.G.T.

La C.G.T. proposait de laisser tomber la question de l'emploi (pour elle, continuer à revendiquer la réembauche de tout le personnel, c'est « aller à l'aventure ») et déclarait : « Si le soutien baisse, Giraud en profitera pour porter un mauvais coup aux Lip. »

Mais comment les dirigeants C.G.T. peuvent-ils prétendre parler d'une « baisse du soutien », alors qu'ils n'ont pas fait le dixième, ni même le centième de ce qu'ils auraient pu et du entreprendre pour mobiliser les travailleurs autour des Lip : qu'on se souvienne de la triste manifestation des Invalides à Paris et de l'attitude des dirigeants C.G.T. lors de la marche sur Besançon (voir par exemple le témoignage ci-contre).

Les travailleurs de Lip peuvent compter sur le soutien de toute la classe ouvrière : et ce soutien leur est acquis précisément parce qu'ils n'ont pas suivi les directives et « conseils » de Séguy et autres bonzes révisionnistes.

● Les travailleurs de Lip ont du forger dans la lutte leur unité : c'est d'abord cela qui leur attire la sympathie et le soutien des masses populaires. C'est cette unité qu'ont voulu briser Séguy (avec sa fameuse lettre de « mise en garde ») et les dirigeants de l'U.D.-C.G.T. en cultivant le défaitisme et proposant un compromis immédiat.

Refusant lundi cette ligne de capitulation, les Lip ont porté à un niveau supérieur leur unité — confirmant une fois de plus que l'unité la plus solide se forge en démasquant et en dénonçant clairement la ligne révisionniste des dirigeants C.G.T.

● Deuxièmement, les Lip bénéficient d'un large soutien des travailleurs parce qu'ils ont su riposter du tac au tac aux provocations et menaces du pouvoir capitaliste. Là encore, ils n'ont pas suivi les « sages conseils » de Séguy et se sont engagés dans une lutte dure, classe contre classe.

A la sortie de l'A.G., les Lip sont

allés conspuer Giraud, et lui ont offert un harnachement d'âne, avec des œillères. Car Giraud fait semblant de ne pas s'apercevoir que les travailleurs de Lip ne veulent aucun licenciement. Bien entendu cette action symbolique est dénoncée par l'Humanité...

L'A.G. de lundi a également pris des décisions :

— Renforcer la popularisation ;
— Organiser des ventes directes de monies dans la région parisienne ;

— Participer à la manifestation des paysans qui viendront vendre directement leurs produits à Besançon mercredi.

Les Lip tiennent bon. Tous les travailleurs doivent rester vigilants face aux manœuvres et menaces que ne manqueront pas de déclencher le gouvernement et les dirigeants révisionnistes et s'apprêter à renforcer leur soutien.

La victoire des Lip sera la victoire de tous les travailleurs.

(Mardi 9 octobre - 10 heures.)

Echec aux manœuvres de la C.G.T.

Ici aussi, un comité « Marche sur Lip » s'est créé, avec pour objectif d'organiser le soutien aux travailleurs de Lip sur la base de leur journal « Lip-Unité » n° 9, appelant à la marche sur Besançon.

Des invitations étaient lancées à la F.E.N., à la C.G.T. et à la C.F.D.T. pour qu'elles participent à l'organisation de cette marche sur Besançon. Pas de réponse de la part de la F.E.N. ou fin de non-recevoir de la part de la C.G.T.

Le comité « Marche sur Lip » allait donc bien être isolé pensaient les bonzes syndicaux. Mais il recevait l'appui du Syndicat général de l'Education nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), du C.D.J.A. Paysans-Travailleurs et surtout un large soutien se manifestait (y compris de syndiqués C.F.D.T. ou C.G.T.) montrant par là que cette initiative était juste.

Comment on sabote les luttes

Dès que la décision de l'envoi d'un car fut prise par le comité et que la collecte démarra, appuyée par la diffusion de plusieurs milliers de « Lip-Unité » n° 9, de multiples réactions se produisirent :

Enthousiastes croyez-vous ? Jugez-en plutôt :

D'abord, aux collecteurs on répondit que c'était une manifestation régionale intéressant seulement les travailleurs de Franche-Comté et qu'il fallait, ailleurs, envoyer uniquement des délégations.

Comme le « Lip-Unité » n° 9 prouvait le contraire, il fut arraché du panneau syndical au lycée Chamié d'Agen, tandis qu'un responsable du

SNES prétendait que c'était un faux ! (Voilà où mène la dégénérescence révisionniste car cette accusation a été portée par un membre du P.C.F.)

Au cas où le doute existerait encore ou que ce genre de manœuvre se soit produit ailleurs, nous ne pouvons que conseiller d'écrire pour s'abonner à « Lip-Unité » ; adresses :

Lip - U.D.-C.G.T., 11 rue Battant, 25-Besançon ;

Lip - U.L.-C.F.D.T., 3 rue Champ-prond, 25-Besançon.

Travailleurs, vous jugerez où est la vérité !

Travailleurs, pour connaître la lutte des Lip, exigez des abonnements à leur journal, affichez-le sur les panneaux syndicaux !

Quant aux pressions de toutes sortes pour empêcher le départ du car, les moins fortes sont venues de la police.

Sans commentaire, n'est-ce pas ?

Par ailleurs, un long communiqué de presse assurait le maximum de publicité au départ de la délégation C.G.T. : mais, si nos renseignements sont exacts, ils oublièrent de préciser qu'il s'agissait d'un déplacement par avion ! (de tels serviteurs du peuple n'ont pas de temps à perdre dans un car, comme le commun des mortels !)

La solidarité populaire l'a emporté

Bien que lancée très tardivement, et en dépit des obstacles multiples, en 3 jours, la collecte a atteint plus de 300 000 anciens francs et a touché tous les milieux : travailleurs manuels (saluons la juste position des

cheminots d'Agen) ou intellectuels, paysans, étudiants ou lycéens, etc., et la plupart des grandes agglomérations du Lot-et-Garonne (Agen, Marmande, Villeneuve, Nérac, etc.).

Le car est parti à l'heure prévue. Si tous les efforts déployés avaient visé à développer le soutien populaire, ce n'est pas un car qui serait parti, mais certainement plusieurs.

Maintenant, nous posons les questions suivantes :

1° Qui sont les véritables défenseurs du syndicalisme ?

— Les responsables syndicaux qui font tout pour que la marche sur Besançon attire le moins de monde possible ou que la collecte soit un échec ?

— Ou les militants qui, répondant à l'appel des travailleurs de Lip font le maximum pour créer un rapport de forces favorable ?

2° Fallait-il accepter l'UNITE DANS L'INACTION qui nous était proposée ou, au contraire, engager la lutte pour réaliser l'UNITE DANS LA MARCHÉ SUR BESANÇON ?

Le succès de cette marche, tant sur le plan national que local, appelle d'autres succès.

Le combat de Lip, c'est celui de tous les travailleurs :

— Pour le maintien des avantages acquis :

— Contre les licenciements ;
— Contre le démantèlement des entreprises.

Travailleurs, le combat continue ! Soutenons la lutte des Lip jusqu'à la victoire !

C.D.H.R. AGEN.



(Tract C.G.T. distribué avant l'Assemblée générale de lundi.)

Les Lip, soutenus et encouragés par leur section C.F.D.T., ont infligé une nouvelle et cuisante défaite aux dirigeants révisionnistes de la C.G.T.

L'A.G. de lundi matin s'est tenue à huis-clos : les huées que, sont, les positions défaitistes de la C.G.T. ont provoquées, ne sont donc pas dues à des « éléments extérieurs » ! 800 travailleurs étaient présents.